

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



Fill the Nutrient Gap Burkina Faso

RAPPORT RESUMÉ



Octobre 2020



Fill the Nutrient Gap Burkina Faso | RAPPORT RÉSUMÉ

Introduction

La nutrition est devenue un secteur prioritaire au Burkina Faso particulièrement depuis les deux dernières décennies. Au cours de cette période, le Burkina Faso a fait d'énormes progrès dans l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles. Cet engagement politique pour la nutrition se traduit également par la participation aux mouvements globaux tel que le *Scaling Up Nutrition* (SUN) et en délocalisant certains services nutritionnels au niveau communautaire. Les acteurs de la nutrition et les décideurs politiques ont pris des engagements importants dans la lutte contre la malnutrition, notamment, la création de la Direction de la Nutrition (DN) au Ministère de la Santé en 2002, l'adoption de la Politique Nationale de la Nutrition en 2007, l'adhésion au mouvement SUN en 2011¹, et l'adoption du Plan Stratégique Multisectoriel contre la Malnutrition en 2017. L'ensemble de ces initiatives ont contribué à une amélioration des indicateurs nutritionnels au niveau national comme la réduction significative du taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans de 35% à 25% entre 2009 et 2018². Cependant de nouveaux défis émergent. La croissance démographique rapide au Burkina Faso, signifie qu'un nombre croissant d'enfants³ est à risque de malnutrition. L'état nutritionnel des adolescentes et des femmes n'est pas suffisamment considéré. Le surpoids et l'obésité augmentent, comme on le voit à Ouagadougou où près d'un tiers des femmes sont en surpoids ou obèses.

L'ancrage de la nutrition étant au ministère de la Santé, ce secteur a joué un rôle important dans la fourniture de services et l'amélioration des résultats nutritionnels au Burkina Faso. Les efforts visant à améliorer l'accès à la vaccination, les soins prénatals et les conditions sanitaires au niveau communautaire ont tous contribué de manière significative à améliorer l'environnement sanitaire et nutritionnel. Cependant, les interventions du secteur de la santé seules

ne suffisent pas à adresser l'ensemble des besoins alimentaires et nutritionnels de la population. Afin de renforcer les progrès réalisés, les initiatives en matière de nutrition doivent adopter une approche multisectorielle. Depuis 2014, Le Burkina s'est engagé à une approche intégrée avec la contribution de tous les secteurs concernés - agriculture, infrastructures, éducation, protection sociale, genre et secteur privé - pour garantir que tous les individus aient accès à une alimentation saine et nutritive. Des programmes antérieurs, comme la Stratégie Nationale de Plaidoyer, Mobilisation Sociale et Communication pour le Changement de Comportement en Faveur de la Nutrition au Burkina Faso (2017), sont des exemples qui ont mobilisé un groupe multisectoriel avec succès autour de la nutrition. Des initiatives récentes continuent dans cette direction. Par exemple, le programme « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » du Président Kabore est une opportunité importante pour établir une norme de coordination multisectorielle pour la nutrition et ouvrir la porte à de futures améliorations de la production alimentaire, des chaînes de valeur alimentaires et des infrastructures.

Malgré ces bonnes perspectives, au niveau national, il existe des goulets d'étranglement interdépendants - tels que le faible approvisionnement des marchés en aliments nutritifs de qualité, l'insuffisance d'infrastructures de production d'aliments fortifiés, une alimentation faiblement diversifiée principalement centrée sur les céréales - qui réduisent l'offre alimentaire de qualité. Les environnements alimentaires sont étroitement liés aux moyens d'existence et l'approvisionnement alimentaire est inégal d'une zone à l'autre. Des zones de moyens d'existence distinctes concentrent la production de certains groupes d'aliments - tels que la production céréalière dans le sud et l'ouest, le jardinage au centre et l'altitude au nord. Sans infrastructure adéquate pour déplacer ces produits dans tout le pays, l'offre reste limitée.

¹ IFPRI, Rapport Stories of Change in Burkina Faso, 2020.

² Burkina Faso Enquête Nutritionnelle Nationale (SMART).

³ En 2018, les femmes avaient en moyenne 5,2 enfants (Banque Mondiale).

D'autres défis, tels qu'une adoption limitée des bonnes pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) et la nutrition de la femme entravent également les progrès en matière de nutrition. La situation sécuritaire complexe au Burkina Faso apporte un ensemble de nouveaux défis, nécessitant des décisions politiques et des actions adaptées aux populations les plus vulnérables avec un soutien particulier à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au vu de la diversité agricole, géographique, sécuritaire et développemental présente au Burkina Faso, il n'existe pas d'intervention unique qui permettrait d'améliorer la nutrition universellement. Les obstacles à l'amélioration de la nutrition sont divers et dépendent du contexte, et chaque secteur a ses propres contributions à apporter. Il est donc nécessaire d'identifier des politiques, des stratégies et des actions qui peuvent aider le Burkina Faso à choisir des interventions selon la géographie, les opportunités au niveau local, les gaps en nutriments à cibler les personnes les plus vulnérables, afin d'assurer la sécurité nutritionnelle pour tous.

Le but de l'analyse Fill the Nutrient Gap (FNG) est d'analyser ces défis, d'identifier des solutions adaptées au contexte et de promouvoir un dialogue multisectoriel sur la manière dont tous les secteurs peuvent contribuer à renforcer la réduction de la malnutrition. L'objectif de développement durable 2.2 est de mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030. Le but de l'analyse FNG est de renforcer l'analyse situationnelle et l'identification des points d'entrée pour améliorer la nutrition.

Reconnaissant l'importance d'une alimentation nutritive, l'analyse FNG étudie la disponibilité, l'accès physique, l'abordabilité des aliments nutritifs et comment les systèmes alimentaires, de santé, de protection social et d'éducation, peuvent améliorer ces aspects.

L'ensemble des défis nommé ci-dessus sont dans en plus important dans le contexte actuel de la pandémie. La diminution des revenus, l'approvisionnement en nourriture, l'absence de repas à l'école ou la maladie causée par la covid-19 aussi menacent et sont capable d'annuler tout le progrès qui ont été réalisé dans la nutrition.

FNG au Burkina Faso : Objectifs

Les objectifs principaux de l'analyse sont les suivants :

1. Renforcer l'engagement multisectoriel visant à améliorer l'accès aux aliments nutritifs, la nutrition et la sécurité alimentaire.
2. Favoriser le développement de politiques et programmes multisectoriels visant à améliorer l'abordabilité d'une alimentation nutritive.

L'analyse FNG a été coordonnée par le 1^{er} Ministère avec l'appui du Ministère de la Santé et soutenu par la Direction de la Nutrition et le champion en nutrition sa Majesté le Larlé Naaba, en collaboration avec les agences SUN du système des Nations Unies, les points focaux des ministères, le bureau pays du Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Bureau Régional du PAM, le bureau du pays du Fonds d'Investissement pour l'Agriculture et le Développement rural (FIDA), l'équipe FNG du siège du PAM, divers partenaires de plusieurs secteurs.



L'ANALYSE COST OF THE DIET (COTD)

Le logiciel CotD utilise la programmation linéaire pour comprendre dans quelle mesure la pauvreté, la disponibilité des aliments et leurs prix peuvent affecter la capacité des ménages et des individus à couvrir leurs besoins en nutriments. Le logiciel utilise les données de prix-collectés sur les marchés à travers le pays pour calculer la quantité, la combinaison et le coût des aliments locaux nécessaires pour couvrir les besoins énergétiques et les besoins en nutriments d'un individu ou d'un ménage.

L'approche FNG identifie une alimentation nutritive tenant compte des aliments de base appropriés dans les différentes régions. Le logiciel CotD calcule le coût de l'alimentation nutritif le moins cher, qui comprend les aliments de base typiques et exclut les aliments interdits ou tabou. Cette alimentation est appelée « l'alimentation nutritive » dans ce résumé.

La collecte des données

En mars 2019, une première collecte de données de prix sur les marchés a été effectuée par le PAM en collaboration avec le service du Système d'Information des Marchés (SIM) de la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS). Une deuxième collecte a eu lieu à la fin du mois d'août 2019 pour capturer la disponibilité alimentaire et les prix des aliments en période de soudure.

Les données sur les dépenses alimentaires de la population sont comparées au coût d'une alimentation nutritive et sont utilisées pour estimer la proportion de la population qui actuellement dépense moins que le coût minimal d'une alimentation nutritive. Cette estimation est appelée « la non-abordabilité de l'alimentation nutritive » dans ce résumé. Cette non-abordabilité peut être estimée et comparée entre différentes zones et saisons. L'analyse a utilisé les données de l'évaluation de la situation alimentaire des ménages en situation d'urgence (EFSA) de 2019, car les données sur les dépenses étaient disponibles pour la saison sèche et la saison des pluies. Nous avons supposé que 70% des dépenses alimentaires étaient destinées aux achats alimentaires.

La sélection des membres du ménage

Le coût minimal d'une alimentation nutritive a été estimé pour un ménage typique de six membres, comprenant un enfant allaité de 12 à 23 mois, un enfant d'âge scolaire de 6 à 7 ans, une fille adolescente de 14 à 15 ans, une femme allaitante, un homme adulte, et une femme âgée. Deux portions de l'aliment de base préféré par jour ont été incluses dans les calculs de l'alimentation nutritive pour représenter environ 50 pour cent de l'apport énergétique journalier, ce qui correspond à la recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé⁵. Ces aliments de base préférés ont été identifiés pour chaque zone par le bureau pays du PAM au Burkina Faso conjointement avec le service du Système d'Alerte Précoce (SAP). La liste d'aliment de base par zone géographique a ensuite été validée lors d'un atelier par toutes les parties prenantes. Les deux portions ont été modélisées pour tous les membres du ménage, sauf l'enfant âgé de 12 à 23 mois, qui a reçu une portion d'aliments de base par jour en complément du lait maternel.

La définition du plan de modélisation

La sélection des interventions potentielles pour la modélisation a été faite lors de la revue des données secondaires et des consultations des parties prenantes. Les interventions comprennent :

- l'augmentation de disponibilité d'aliments nutritifs locaux ;
- l'augmentation des rendements grâce aux techniques agricoles améliorées du FIDA ;
- les paquets de résilience intégrés basés sur la saisonnalité ;
- différents types d'aliments de complément ou d'aliments nutritifs spécialisés (SNF) disponibles sur les marchés et / ou à travers les filets sociaux ;
- l'amélioration de la nutrition des individus nutritionnellement vulnérables, notamment des femmes enceintes et allaitantes, des filles adolescentes et des enfants de moins de 5 ans.

Il faut noter que les interventions modélisées sont théoriques. Il est nécessaire que ces interventions soient accompagnées par des programmes de Communication pour le Changement de Comportement social (CCCS) pour promouvoir l'alimentation nutritive et le choix des consommateurs vers les aliments les plus nutritifs.

L'analyse FNG a été réalisée pour neuf zones de moyens d'existence. Ces zones étaient basées sur les zones définies par FEWSNET et le Système d'Alerte Précoce (SAP) ont été validées par le bureau de pays et les parties prenantes.

⁵ OMS, Nutrient requirements and dietary guidelines. 2020.

Méthodologie

L'analyse comprend une revue de sources de données secondaires⁴ disponibles en parallèle de la programmation linéaire faite à l'aide du logiciel CotD (figure 1). L'objectif de l'analyse FNG est d'identifier les politiques et les programmes d'intervention les plus appropriés pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs par la population afin de répondre aux besoins spécifiques en nutriments des groupes cibles vulnérables. Les barrières spécifiques à l'accès aux aliments nutritifs adéquats ont été analysés et les interventions identifiées par les parties prenantes ont été modélisées.

FNG au Burkina Faso : Processus

La phase 1 du processus FNG au Burkina Faso s'est déroulée de mars 2019 à Octobre 2020, avec des réunions de lancement en avril 2019 ; la phase 2 s'est déroulée en janvier 2020 avec la validation des résultats préliminaires et la validation des résultats de la modélisation en Mai ; la phase 3 s'est déroulée en Octobre 2020 avec la dissémination des résultats finaux auprès des partenaires techniques et les parties prenantes, voir Figure 2.

Pendant les phases 1 et 2, l'équipe FNG du Burkina Faso a rencontré le gouvernement, les Organisations Non-Gouvernementales (ONGs), les agences des Nations Unies et d'autres partenaires de développement pour introduire le concept de l'analyse FNG et collecter les intérêts des parties prenantes aux sujets traités lors de l'analyse. Cela a également permis de rassembler les principales sources de données secondaires, et d'identifier les interventions et les points d'entrée pour l'analyse et la modélisation du CotD. Les parties prenantes ont identifié les groupes cibles comme les nourrissons, les enfants d'âge préscolaire et scolaire, les femmes enceintes et allaitantes, et les filles adolescentes.

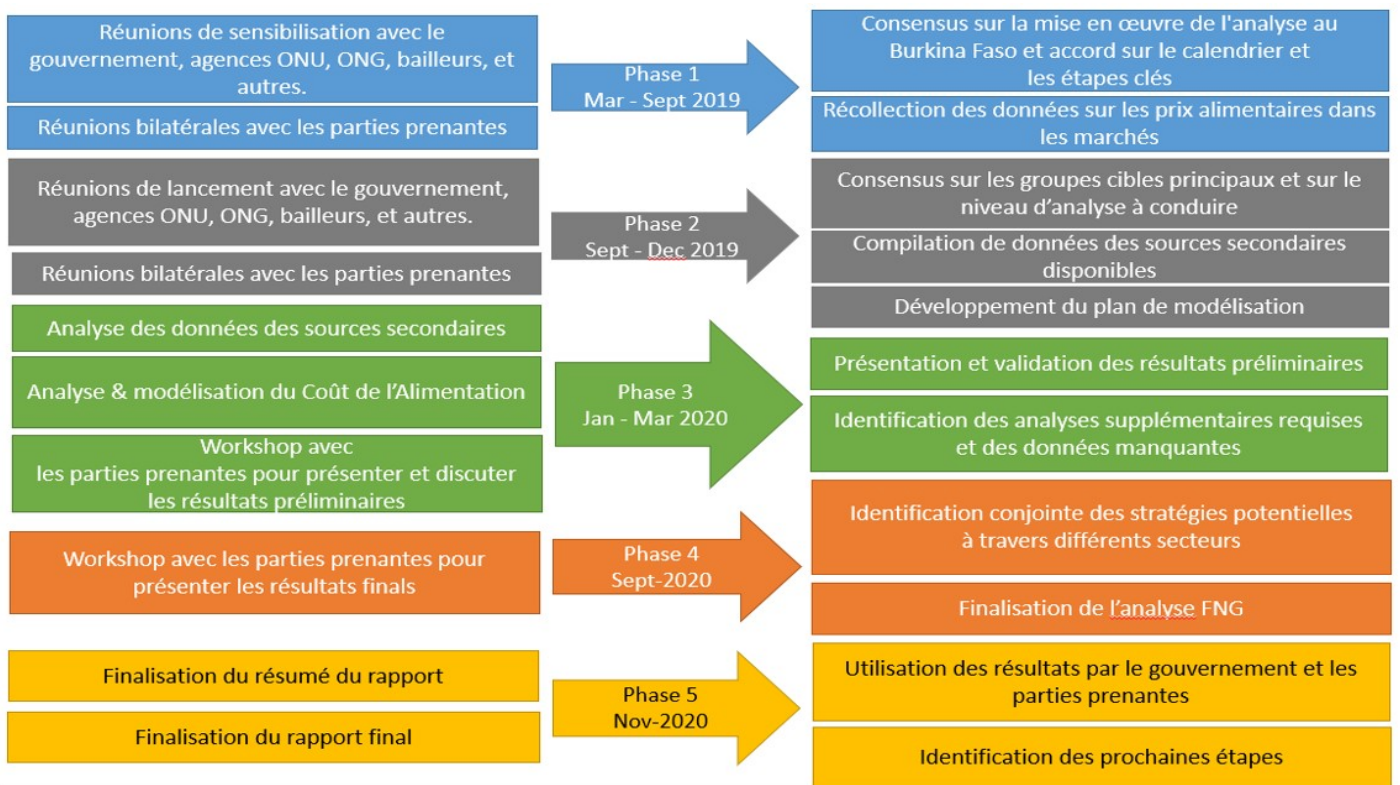
Pendant la phase 3, l'équipe FNG du Burkina Faso a examiné les sources de données secondaires. L'analyse du CotD a été réalisée pour estimer le coût d'une alimentation nutritive et pour calculer la non-abordabilité de l'alimentation nutritive dans les neuf zones d'analyse. Pendant la phase 4, les résultats de la modélisation et l'analyse des données secondaires ont été validés au cours de quatre sessions techniques virtuelles entre l'équipe FNG et le bureau pays du PAM et du FIDA, et dirigées par le bureau pays du PAM.

Figure 1 : La Carte des zones de modélisation FNG et des marchés enquêtés.



⁴ Une liste complète des sources de données sera disponible dans le rapport final de FNG Burkina Faso.

Figure 2 : Le processus FNG au Burkina Faso.



FILL THE NUTRIENT GAP : UNE ÉVALUATION DE LA SITUATION POUR LA PRISE DE DÉCISION MULTISECTORIELLE SUR LA PRÉVENTION DE LA MALNUTRITION

La malnutrition a deux causes directes : un apport nutritionnel inadéquat et la maladie. L'analyse *Fill the Nutrient Gap* met l'accent sur les carences dans l'apport en nutriments. Son objectif est d'informer les politiques nationales d'un pays sur les mesures qui peuvent améliorer la nutrition de la population, en mettant l'accent sur les personnes les plus vulnérables.

L'analyse FNG évalue les capacités de la population à faire des choix alimentaires sains. Elle tient compte de la disponibilité, de l'accès physique et de l'abordabilité des aliments nutritifs nécessaires pour un apport nutritionnel adéquat. Elle cherche à comprendre ce qui conditionne la population dans les choix alimentaires qu'ils font. Enfin, elle identifie des interventions adaptées au contexte qui peuvent être mises en œuvre par différents secteurs pour combler les carences en nutriments.

L'analyse comprend deux volets :

1. Une révision des données secondaires et des informations sur les facteurs qui affectent l'apport alimentaire. L'analyse des données secondaires est encadrée par une approche des systèmes alimentaires, qui identifie les éléments suivants comme piliers du système alimentaire : la production alimentaire et l'approvisionnement (la production, les chaînes de valeur, le transport, la transformation et la conservation) ; l'environnement alimentaire (l'accès physique et l'accès économique) ; le comportement alimentaire (les connaissances et les compétences, le pouvoir d'achat, les pratiques et habitudes alimentaires). La révision des données secondaires comprend les tendances de la malnutrition, les caractéristiques du système de production, l'environnement alimentaire, et le comportement de la population en matière d'alimentation.
2. Une évaluation des barrières économiques et leurs impacts sur l'accès aux aliments riches en nutriments. Pour cette analyse, l'équipe FNG a utilisé le logiciel CotD, développé par Save the Children (Royaume-Uni). Le CotD permet de modéliser l'impact économique des interventions possibles sur l'apport en nutriments.

L'amélioration de la nutrition nécessite un effort ciblé et coordonné par de nombreux secteurs. L'analyse FNG est conçue pour éclairer la prise de décision multisectorielle et implique donc les parties prenantes de tous les secteurs, y compris le système alimentaire, la santé, l'éducation et la protection sociale pendant la durée de l'analyse.

Ce sont les parties prenantes qui définissent l'orientation et les priorités de l'analyse. Ils fournissent des données et des sources d'information qui permettent l'identification des barrières et des points d'entrée spécifiques au contexte. Ils définissent principalement les objectifs et établissent une compréhension commune des problèmes et des solutions possibles. Ils identifient ensuite les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition qui peuvent être mises en œuvre par différents secteurs en utilisant leurs plateformes de prestation existantes ; par exemple, la sécurité sociale, la transformation des aliments, les approches de marché, les soins prénatals, les programmes d'alimentation scolaire et autres.

L'analyse FNG a été élaborée par le PAM avec le soutien technique de : l'Université de Californie (Davis) ; International Food Policy Research Institut (IFPRI, Washington DC) ; Epicentre (Paris) ; l'Université de Harvard (Boston) ; l'Université de Mahidol (Bangkok) ; Save the Children (Royaume-Uni) ; et l'UNICEF.

En août 2020, le FNG avait été conclu dans 25 pays et était encore en cours dans 10 pays.

FNG Burkina Faso : Aperçu des tendances de malnutrition

Il existe de nombreux défis pour améliorer la situation de malnutrition au Burkina Faso. Les taux de malnutrition chronique et de malnutrition aigüe stagnent⁶. De nouveaux défis émergent liés à la covid-19, à l'insécurité, aux déplacements, au changement climatique, et pourraient augmenter le nombre de personnes souffrant de malnutrition. En 2019, la malnutrition chronique était la plus élevée dans les zones du Sahel et des Cascades (respectivement 36,7% et 33,5%), situées de part et d'autre du pays, ce qui suggère une diversité de facteurs à l'origine de la malnutrition. Selon l'enquête *Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions* (SMART) rapide 2019, qui a concerné les individus déplacés du fait de l'insécurité, les enfants des ménages déplacés sont presque deux fois plus à risque de malnutrition aigüe. Selon l'enquête, Près de 20% des enfants déplacés souffraient de la malnutrition aigüe par rapport à 13% des enfants des ménages hôtes⁷.

L'anémie affecte une grande proportion des femmes en âge de procréer, et stagne également. Entre 2009 et 2016, les taux d'anémie n'ont que marginalement baissé de 51% à 48,7%⁸ et le taux de femmes consommant une diversité d'aliments minimale au Burkina Faso varie considérablement selon les régions. Selon l'enquête SMART 2019, le taux de diversité alimentaire minimale varie de 4% au Sahel à 23,4% dans la région des Hauts-Bassins. Dans les régions où la diversité alimentaire est la plus élevée seulement un quart des femmes en âge de procréer ont une diversité alimentaire suffisante.

Les pratiques d'ANJE peuvent également être considérablement améliorées. Le taux d'allaitement maternel exclusif est assez faible au niveau national (59%), et est le plus bas dans les zones du Centre (30%) et du Centre-Sud (34,5%). Les indicateurs de l'ANJE pour les enfants de plus de 6 mois indiquent qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire concernant les pratiques d'alimentation de complément chez les jeunes enfants. Seulement un quart (24,2%) des enfants entre 6 et 23 mois ont une alimentation suffisamment diversifiée. Au niveau régional le nombre moyen de groupe d'aliments consommés par jour varie de 1,5 dans la région du Nord à 2,4 dans la région du Centre.

Ces dernières années, le défi additionnel du double fardeau de la malnutrition est apparu. Au niveau national, le taux de surpoids / obésité chez les femmes en âge de procréer est de 19,6%. Les femmes des zones urbaines sont touchées de manière disproportionnée : la prévalence dans les zones rurales et urbaines est respectivement de 13,1% et 44%⁹. Le surpoids et la sous-nutrition ont pour causes communes une alimentation peu diversifiée. L'augmentation croissante du double fardeau de la malnutrition suggère que les habitudes alimentaires inadéquates progressent et compromettent le futur du pays en matière de nutrition.

⁶ Malnutrition aigüe de 2009 à 2019, respectivement : 11,3%, 11,1%, 10,2%, 10,9%, 8,2%, 8,6%, 10,4%, 7,6%, 8,6%, 8,4%, 8,1%. Les taux de malnutrition chronique entre 2009 et 2019 sont décrits au message clé 2.

⁷ Enquête rapide SMART 2019. L'enquête a comparé le taux de malnutrition entre les communautés hôtes et les communautés déplacées pour le commune de Barsologho.

⁸ Diop et al., 2020, Standard minimum dietary diversity indicators for women or infants and young children are good predictors of adequate micronutrient intakes in 24 to 59 month old children and their non-pregnant non-breastfeeding mothers in rural Burkina Faso. Submitted to Journal of Nutrition in June 2020, pending revision.



FNG Burkina Faso: Résultats

1.

UNE ALIMENTATION NUTRITIVE NE SERAIT PAS ABORDABLE POUR ENVIRON LA MOITIÉ DE LA POPULATION. CECI EST FORTEMENT LIÉ À LA MALNUTRITION ET À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE.

Une alimentation qui couvre les besoins énergétiques uniquement d'un ménage moyen coûte 673 FCFA (1,22 USD) par jour. Ce coût est plus élevé pour les zones qui font face à l'insécurité et aux déplacements de population. Le coût est plus faible dans les zones agricoles de l'Ouest et du sud mais il augmente dans les régions éloignées des zones agricoles, soit l'Est et le Nord du pays. Par contre le coût d'une alimentation nutritive répondant aux besoins énergétiques et aux besoins en 13 micronutriments, coûte en moyenne 1430 FCFA (2,59 USD) par ménage et par jour, figure 3.

Sur la base des données des dépenses alimentaires, l'analyse estime l'abordabilité de chaque alimentation par zone. L'analyse a trouvé que 13 % des ménages ne pourraient pas accéder à une alimentation énergétique, et 45% des ménages, ne pourraient pas accéder à une alimentation nutritive, soit près d'un ménage sur deux. La non-abordabilité est la plus élevée dans le Centre-Nord, l'Est, et le Sahel, les zones ou les populations de déplacé et l'insécurité font pression sur le système alimentaire local. L'incapacité des ménages à acheter des produits alimentaires nutritifs et essentiels entraîne une insécurité nutritionnelle, figure 4.

Figure 3 : Une comparaison entre le coût d'une alimentation nutritive et une alimentation énergétique pour un ménage de 6 personnes (FCFA/jour) pour la saison sèche.

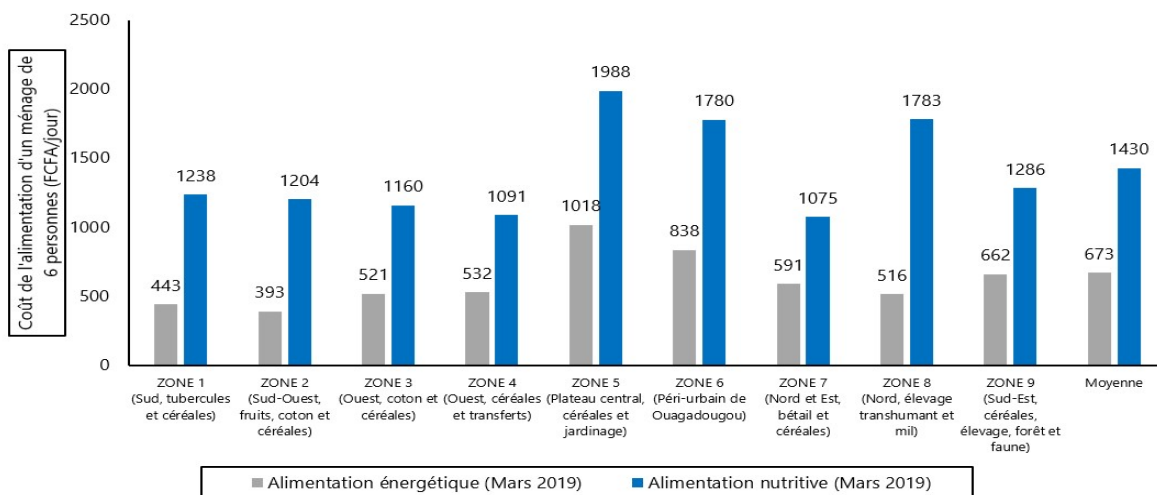
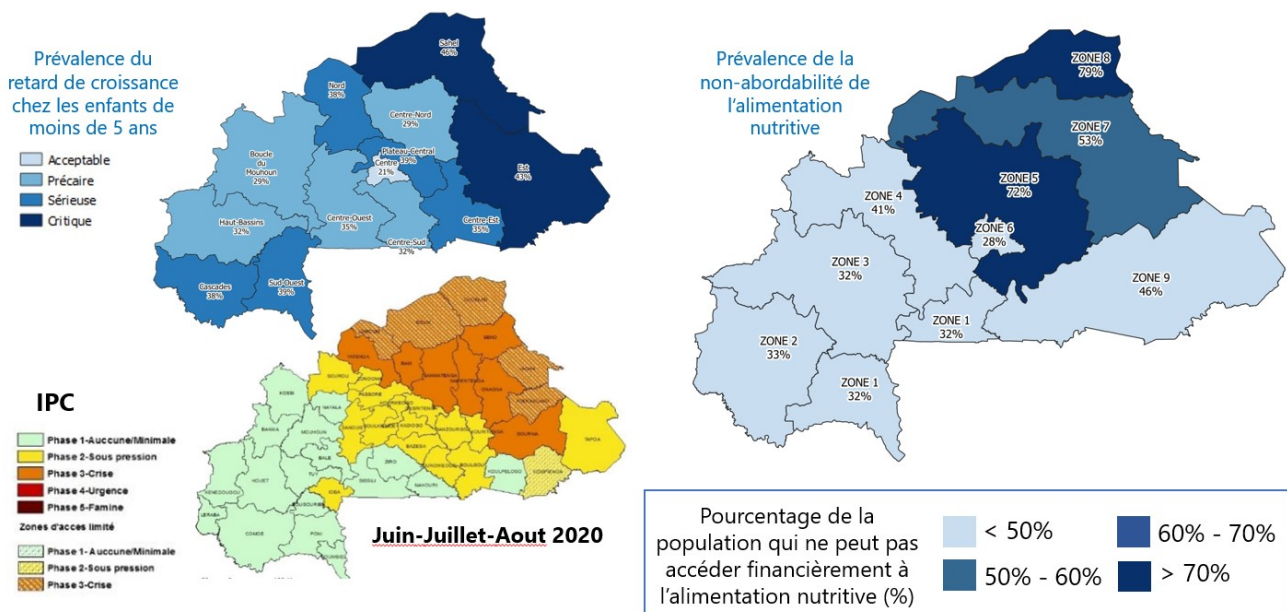


Figure 4 : Une comparaison entre les zones du Burkina Faso ayant une prévalence de la malnutrition chronique élevée, l'insécurité alimentaire, et le coût de l'alimentation nutritive élevée (IPC 2020, SMART 2019, CotD 2020).

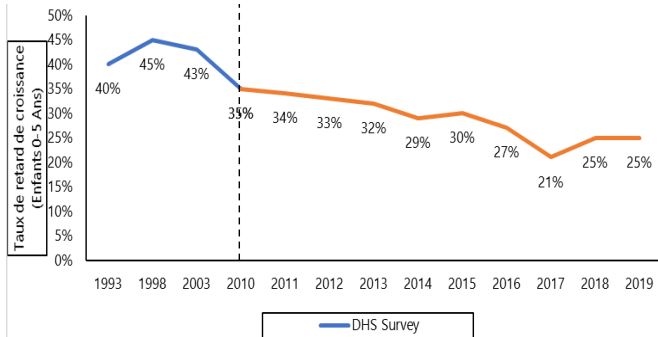


2.

APRÈS DES PROGRÈS EN NUTRITION À TRAVERS LES SERVICES DE SANTÉ, LES EFFORTS DOIVENT ÊTRE RÉORIENTÉS SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE. LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DOIVENT ASSURER L'INTÉGRATION DE LA NUTRITION DANS LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA PROTECTION SOCIALE, DE L'ÉDUCATION ET DU SECTEUR PRIVÉ, TOUT EN MAINTENANT LES ACQUIS DES SERVICES DE SANTÉ.

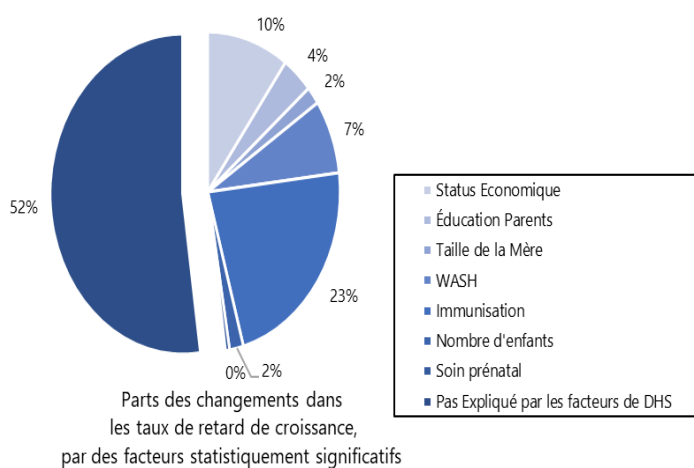
Depuis 1993, le taux de retard de croissance a baissé de 40% à 25%, voir figure 5. Au cours de cette même période, de nombreux indicateurs de santé, d'économie et d'hygiène connus de la nutrition se sont également améliorés. Une étude menée par l'IFPRI¹⁰ a décomposé les contributions individuelles des interventions ciblant la nutrition pour identifier les actions responsables de cette réduction.

Figure 5 : Le taux de retard de croissance (Enfants 0-5 ans) au Burkina Faso entre 1993 et 2019.



La figure 6 montre les contributions relatives de chaque intervention. L'étude a trouvé que plus de la moitié des changements n'étaient pas expliqués par la santé, l'éducation ou le progrès économique. Cela suggère que des facteurs non inclus dans l'étude, tels que le système alimentaire, peut être responsable. Ces résultats montrent que les efforts visant à réduire la malnutrition doivent être multisectoriels, car les bénéfices apportés par chaque secteur travaillant individuellement sont limités.

Figure 6 : Une répartition des facteurs contribuant à la réduction du retard de croissance.



¹⁰ IFPRI. Rapport Stories of Change in Burkina Faso. 2020.

¹¹ CIAT. Soutien stratégique du Centre international d'agriculture tropicale pour la prise en compte de la nutrition dans les investissements du FIDA. 2019.

¹² FAOSTAT. 2017.

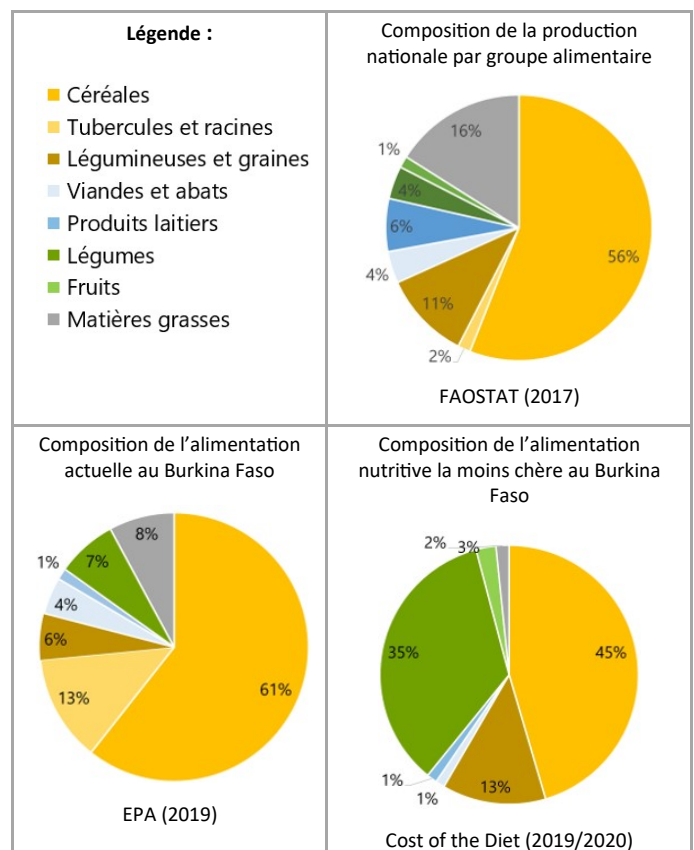
3.

LA PRODUCTION AGRICOLE, CENTRÉE SUR LES ALIMENTS DE BASE, N'EST PAS ALIGNÉE AUX BESOINS DE LA POPULATION. PAR CONSÉQUENT, L'ALIMENTATION ACTUELLE AU BURKINA FASO RESTE PEU DIVERSIFIÉE.

L'alimentation typique au Burkina reste peu diversifiée et est basé principalement sur les céréales, les matières grasses, et les tubercules et racines. Dans les zones rurales, la pâte de céréale (tô) représentent jusqu'à 80% des aliments consommés. Bien que cela soit souvent servi avec une sauce à base de légumes, des feuilles vertes, les portions de la sauce sont souvent petites, et les repas ne contiennent pas d'aliments d'origine animale ou d'autre légumes¹¹. Pareillement, le système alimentaire actuel favorise une abondance de céréales et d'huiles, et la production alimentaire actuelle est alignée sur la consommation alimentaire actuelle.

En 2017, le système agricole au niveau national a permis de produire 221 kg de céréales et 28 kg d'huile, par personne par jour mais seulement 22 kg pour les légumes¹². Grâce à un niveau élevé de production de céréales et d'huile, le système alimentaire est en mesure de couvrir les besoins énergétiques de la population, mais le pourcentage de personnes ayant une alimentation suffisamment diversifiée reste bas. Le faible approvisionnement en fruits, légumes frais et produits d'origine animale constitue un obstacle à la diversification alimentaire des ménages, indiquant que la production doit être davantage diversifiée et mieux alignée aux besoins nutritionnels de la population, figure 7.

Figure 7 : Une comparaison entre la composition de la production nationale, de l'alimentation actuelle, et de l'alimentation nutritive la moins chère au Burkina Faso.



4.

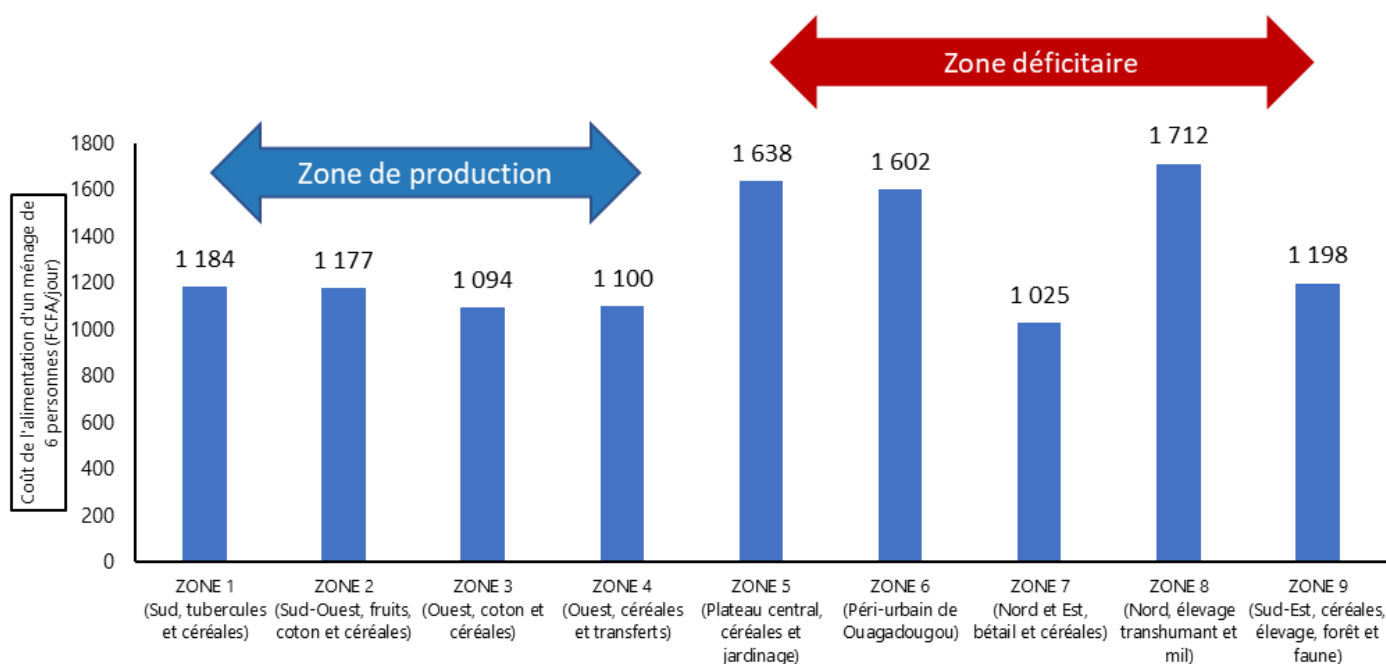
L'APPROVISIONNEMENT DES ALIMENTS NUTRITIFS EST INÉGAL SUR LE TERRITOIRE. LES RÉGIONS DU NORD ET DE L'EST NÉCESSITENT DES INFRASTRUCTURES ET SERVICES ADAPTÉS POUR AMÉLIORER L'APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS NUTRITIFS.

La figure 8a montre que le coût de l'alimentation énergétique et nutritive sont plus élevés dans les zones déficitaires du Nord et de l'Est. Cela signifie qu'il est plus difficile dans ces régions de couvrir non seulement les besoins en micronutriments, mais aussi les besoins énergétiques qui proviennent des aliments de base. La figure 8b montre que dans les zones de production agricole, les femmes ont moins de barrières à accéder à une diversité d'aliments comparées à celle qui vivent dans les zones déficitaires. Les prix des denrées alimentaires au Burkina Faso fluctuent en fonction du prix du pétrole ; les ménages situés loin des zones de production font donc face à davantage de barrières pour couvrir leurs besoins énergétiques et nutritionnels¹³.

L'accès aux marchés et aux routes est également limité dans le Nord et l'Est et est exacerbé par l'insécurité. Ces inégalités sont visibles dans les grandes différences de prix entre les zones agricoles et les zones agropastorales - par rapport à la zone 2 du Sud-Ouest, les céréales, la viande, les fruits, les légumineuses, et les légumes sont respectivement 16%, 93%, 43%, 22%, and 71% plus chères dans la zone 8 du Nord. La figure 8 indique que le Nord et l'Est du pays disposent de moins de grands marchés que le Sud et l'Ouest. Cette tendance peut encore s'accroître, car l'insécurité perturbe les chaînes d'approvisionnement et les liens avec les marchés, figure 9.

Il existe des opportunités pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs dans toutes les régions en s'attaquant aux défis structurels de la production et du transport des aliments. Pour réduire les coûts associés au transport, il est important d'améliorer et de construire des infrastructures, y compris un réseau de routes secondaires pour améliorer l'accès aux marchés. Au niveau communautaire, il faut également soutenir les producteurs dans la transition vers la production de denrées alimentaires diverses par la construction des systèmes hydrauliques, le renforcement des services de vulgarisation, d'accès au crédit, et aux intrants. Il faut assurer des infrastructures adaptées comme les entrepôts frigorifiques, les unités de transformation ou les plateformes de collecte et commercialisation de produits frais et d'origine animale. Ces structures sont nécessaires pour soutenir les paysans à produire, transporter et vendre des aliments frais à un meilleur prix et permettrait de renforcer le système alimentaire pour une meilleure nutrition.

Figure 8a : Coût de l'alimentation nutritive entre les zones de production et les zones déficitaires.



¹³ PAM, 2014. Karg, H, Drescher P, Atlas of West African Food Systems. 2018.

Figure 8b : Diversité alimentaire des femmes (15-49 ans) entre les zones de production et les zones déficitaires.

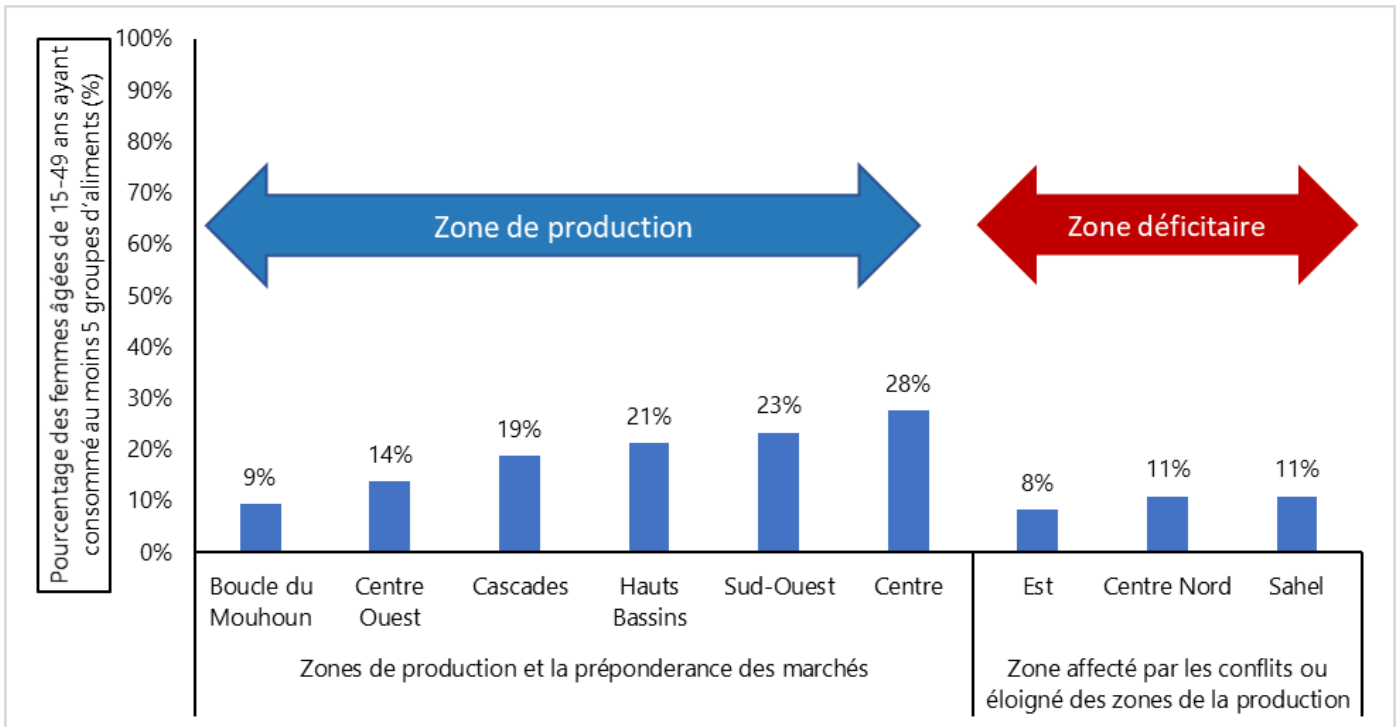
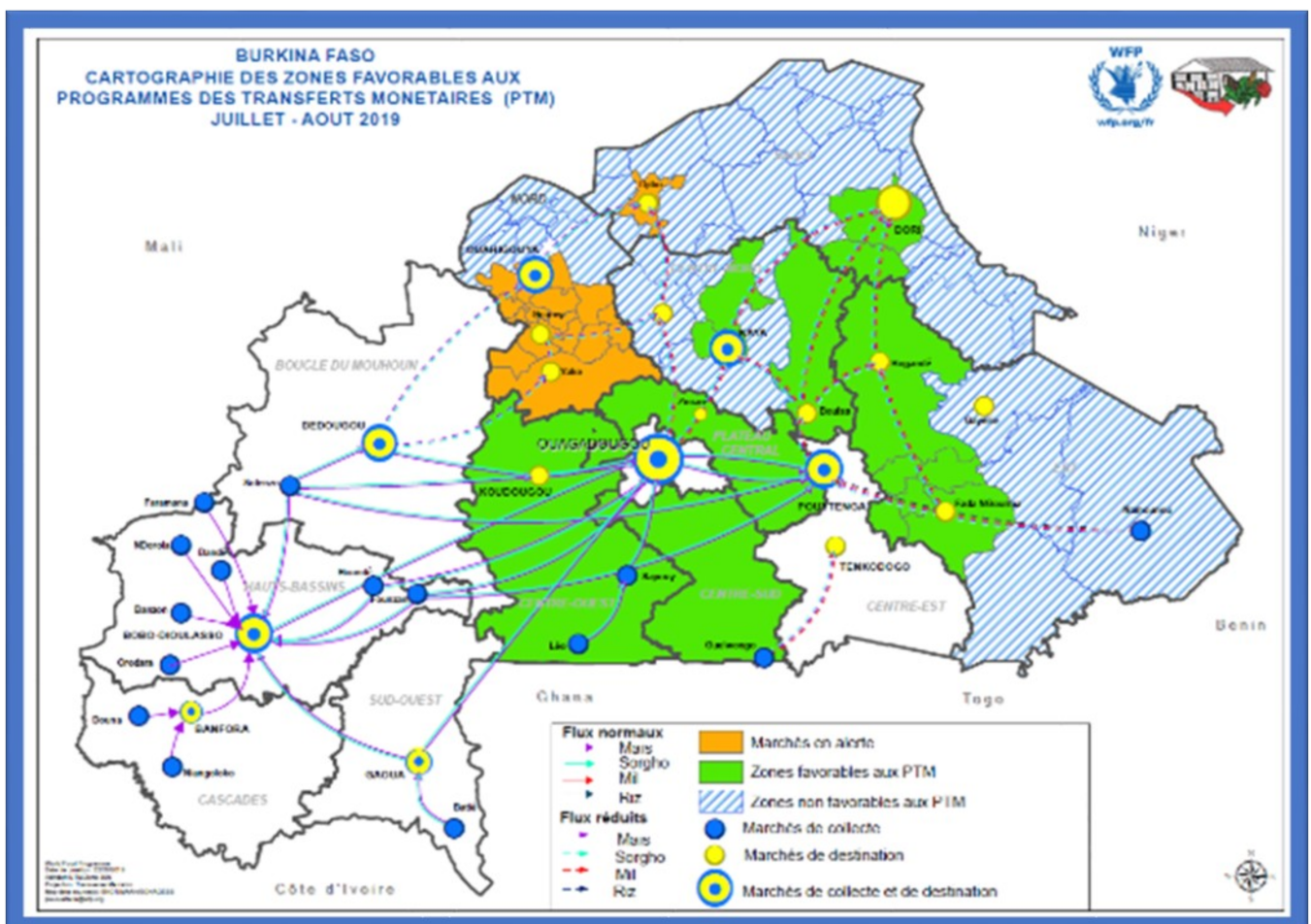


Figure 9 : La Carte des zones favorables aux programmes des transferts monétaires au Burkina Faso (PAM).



5.

L'APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS NUTRITIFS PEUT ÊTRE AMÉLIORÉ GRÂCE À DES MESURES CIBLANT L'ACCÈS AUX INTRANTS, LES RÉDUCTIONS DES PERTES POST-RÉCOLTE, L'AMÉLIORATION DES TRANSPORTS ET LES CHAÎNES DE TRANSFORMATION. L'INTÉGRATION DES FEMMES AMÉLIORERAIT LA PRODUCTIVITÉ DU SECTEUR.

La production céréalière étant le principal moyen de subsistance dans de nombreuses régions du Burkina Faso et est à la fois une source d'aliments de base et de revenus. L'analyse a examiné comment des techniques améliorées et une réduction des pertes après récolte peuvent aider les ménages à couvrir les coûts d'une alimentation nutritive. Les résultats du Projet Neer-Tamba¹⁴ (FIDA, 2020), présentés dans la figure 10, ont montré que les interventions peuvent augmenter les rendements significativement. Sur la base des spécifications du modèle¹⁵, la consommation des céréales produites grâce à des techniques améliorées et des pertes réduites peut réduire le coût d'une alimentation nutritive de plus d'un quart (Figure 11).

Des facteurs internes comme les méthodes de stockage, d'abatage des céréales, et les facteurs externes comme les ravageurs, un manque d'infrastructure adéquate, créent des pertes de récoltes et des pertes post-récoltes. Il existe des opportunités pour adapter les réponses aux ravageurs—par exemple, les chenilles légionnaires constituent une grande menace pour la production agricole, mais seulement dans certaines régions, une réponse adéquate pour leur traitement a été mis en place, comme le montre la figure 11¹⁶.

Outre l'amélioration de la production et la réduction des pertes, il existe également une possibilité d'améliorer les revenus de la production alimentaire de base grâce à une plus grande inclusion des femmes dans les chaînes de valeur organisées. Accroître l'adhésion aux organisations paysannes, les formations agricoles pour les femmes, et l'accès au crédit aux femmes sont des opportunités pour mieux intégrer les femmes dans les chaînes de valeur.

Figure 10 : Les résultats de la modélisation basés sur les données du projet Neer-Tamba (IFAD 2019/2020).

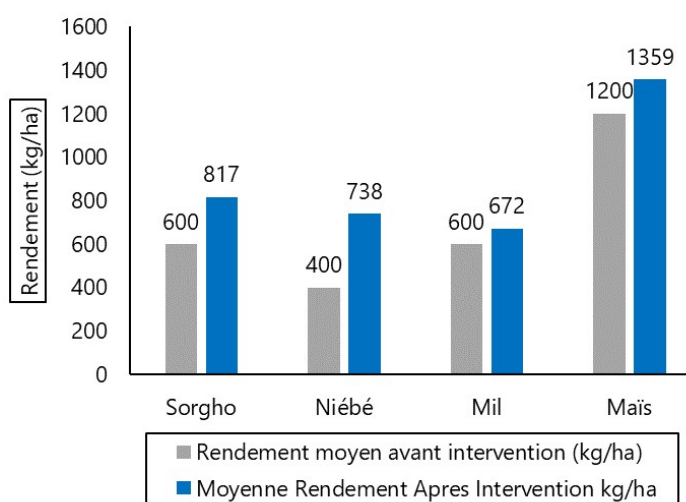
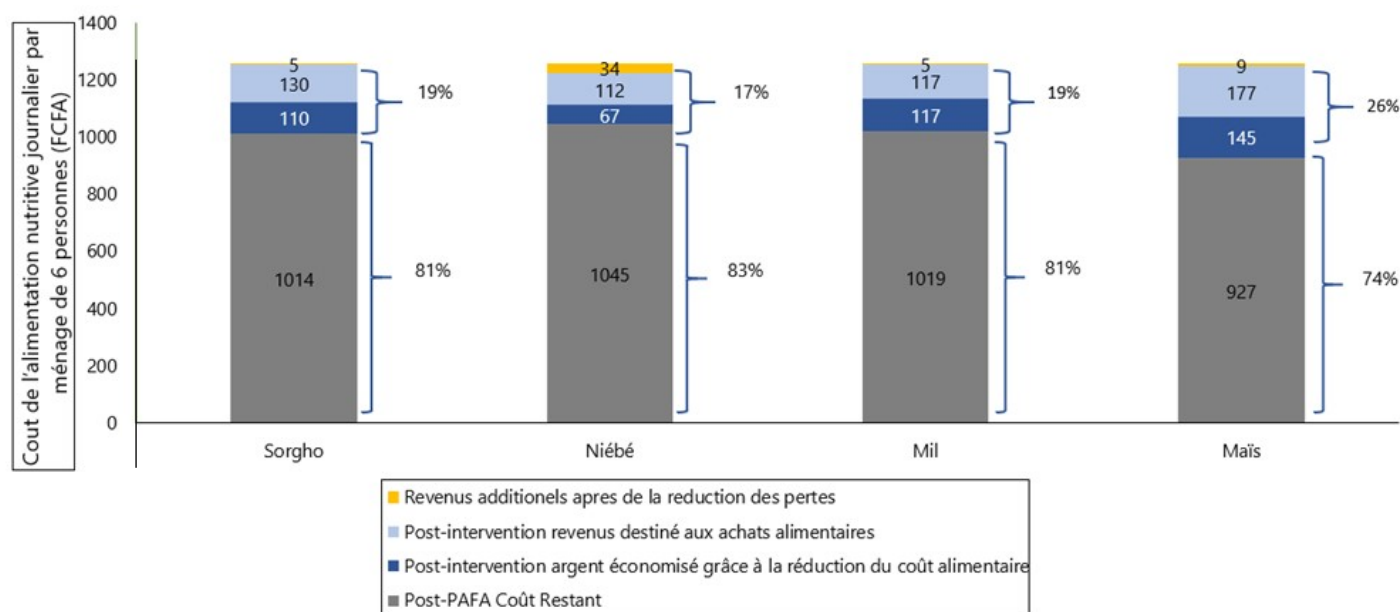


Figure 11 : La couverture du coût de l'alimentation nutritive par des réductions grâce à la consommation et grâce aux revenus générés par la production du sorgho, du niébé, du mil, et du maïs et une réduction des pertes après récoltes.

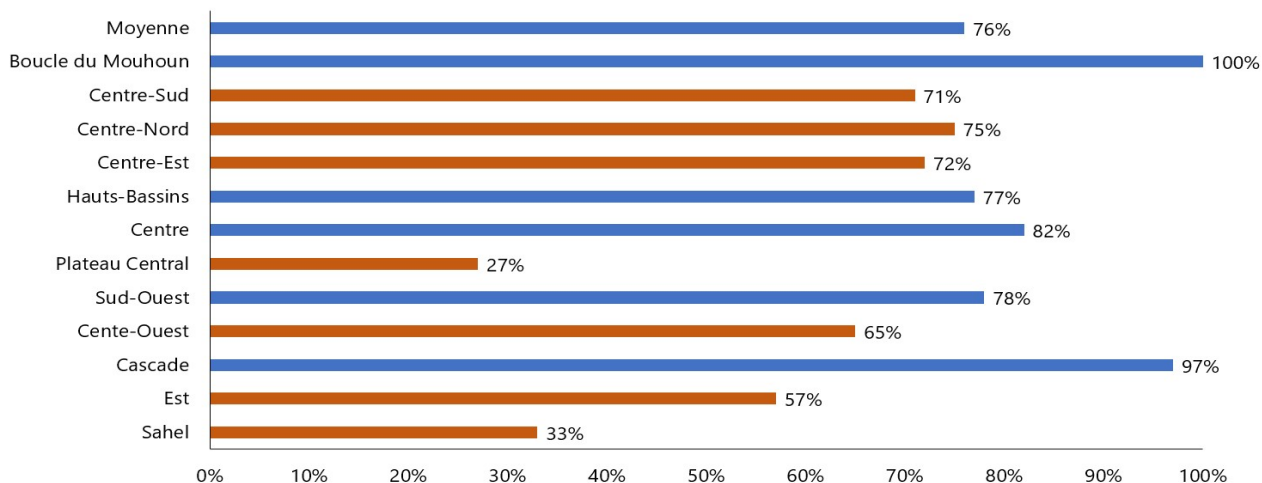


¹⁴ L'équipe du PAM du siège a cordonné des réunions avec les partenaires du projet Neer-Tamba et du projet PAPFA mis en place par le FIDA. Les deux projets se focalisent sur l'augmentation des rendements des produits vivriers, ainsi que l'accroissement de la résilience des ménages pour parvenir à une autonomie économique.

¹⁵ La superficie modélisée est pour chaque culture respectivement le sorgho, le mil, le maïs, le niébé et le riz est de 0,05 hectare. La consommation a été calculée sur 12 mois (sur la base des données du projet PAPFA du FIDA): Céréales 40% et Niébé 64%. Les revenus ont été calculés selon les prix du marché. Répartition des revenus: 70% des revenus sont consacrés aux achats alimentaires; revenu réparti sur l'année. Les pertes post-récolte ont été mesurées de manière standard et améliorées, respectivement, pour chaque culture: Sorgho de 8% à 4%, Mil de 8% à 4%, Maïs de 10% à 5%, et Niébé de 38% à 19%.

¹⁶ Selon les Résultats prévisionnels de la campagne agropastorale 2019/2020 et perspectives alimentaires et nutritionnelles.

Figure 12 : Répartition par région des superficies (ha) infestées par la chenille légionnaire: % superficies traitées (qui étaient attaquées).



6.

LA DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION EN ALIMENTS D'ORIGINE ANIMALE ET ALIMENTS FRAIS PERMETTRAIT D'AMÉLIORER LA COUVERTURE DES NUTRIMENTS LES MOINS ACCESSIBLES.

Les micronutriments les plus difficiles à couvrir, comme l'acide pantothénique, le fer, le calcium, les vitamines A, C, et B12 proviennent essentiellement des aliments d'origine animale, des fruits et légumes nutritifs. Dans les contextes où les légumes sont plutôt saisonniers, chers ou difficiles d'accès, la production domestique est un autre moyen pour accéder à ces aliments et aide à couvrir les besoins nutritionnels des individus du ménage. Basé sur les spécifications de la figure 13 pour un jardin potager de patate douce de chair orange, tomates, aubergines, et gombo, l'analyse a trouvé que la consommation des légumes et de la patate douce pourrait couvrir 21% du coût d'une alimentation nutritive. Dans les endroits sans accès adéquat à l'irrigation ou aux intrants pour le jardinage, les feuilles vertes sont une option importante pour couvrir les besoins en micronutriments. Les figures 14 et 15 montrent la réduction du coût de l'alimentation si un ménage consommait 1 kg de légumes à feuilles vertes par jour.

Figure 13 : Les hypothèses pour une modélisation d'une intervention basée sur le maraîchage.

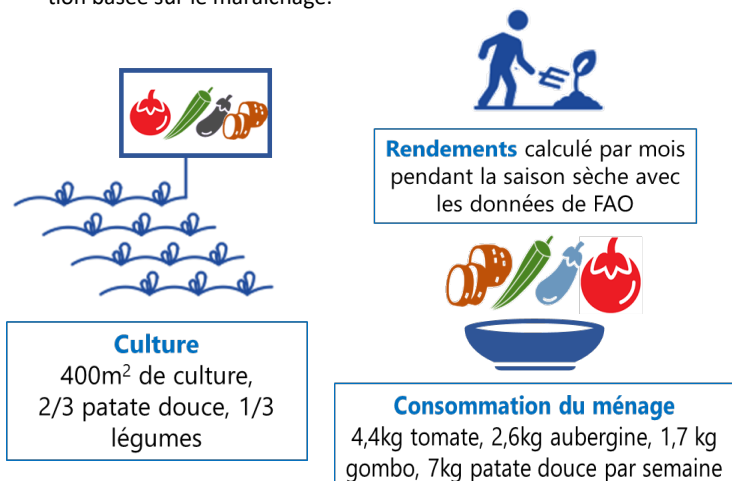


Figure 14 : La couverture du coût de l'alimentation nutritive par des réductions grâce à la consommation et grâce aux revenus générés par le maraîchage.

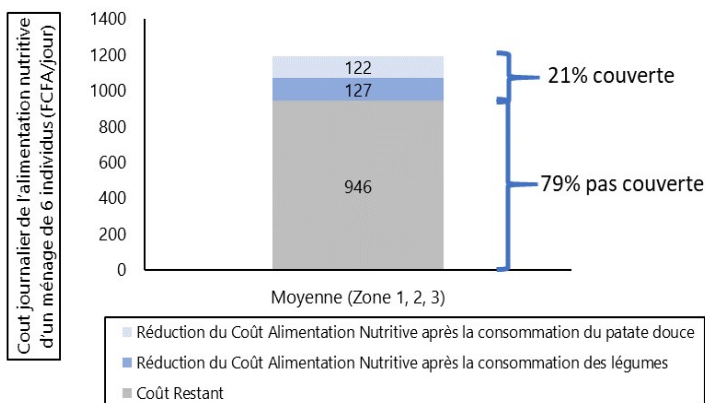
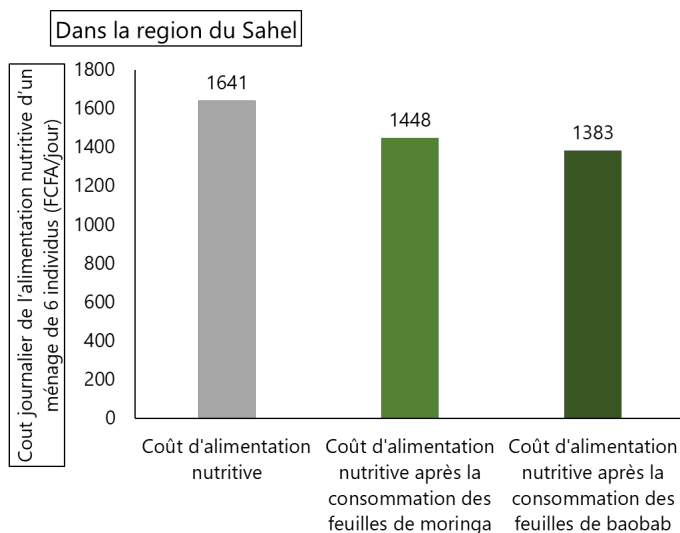


Figure 15 : La réduction du cout alimentaire grâce à la consommation des feuilles vertes dans Zone 8.



Au Burkina Faso, les protéines animales ne représentent que 11,4% de l'apport total de protéines¹⁷. Avec un approvisionnement moyen en protéines d'origine animale de 12 g par personne et par jour, le Burkina Faso fait partie des pays de l'Afrique de l'Ouest où l'offre de protéines d'origine animale est la plus faible, et le prix de la viande sur le marché est cher par rapport aux autres pays dans la région¹⁸. Par exemple, au Mali, un kilogramme de viande coûte environ 2000 FCFA, mais au Burkina Faso, elle peut atteindre 2400 FCFA¹⁹.

L'analyse a considéré les avantages potentiels de la production d'aliments d'origine animale, qui sont essentiels pour couvrir les besoins en vitamine B12 et aident à couvrir ceux en fer et en calcium. Basé sur les spécifications du modèle de production de lait et de poisson séché de la figure 16, l'analyse a trouvé que la combinaison de la consommation et la vente des produits d'origine animale peut couvrir environ 40% du coût de l'alimentation nutritive et peut réduire la non-abordabilité de près 50%.

Les deux modèles sur la production des légumes et la production des produits d'origine animale ont été inclus dans l'analyse afin de considérer deux voies différentes vers l'amélioration de

l'alimentation basés respectivement sur les moyens d'existence agricoles et pastoraux. Si un producteur n'a accès ni aux intrants de jardinage ni à l'élevage, une autre voie pour améliorer l'accès à un régime nutritif consiste à augmenter les revenus grâce aux cultures de rente. L'analyse a estimé le revenu potentiel de la production et de la vente d'oignons sur la base d'un champ de 350 m² et une durée de production saisonnière de 6 mois. La figure 17 montre la réduction du coût de l'alimentation nutritive grâce aux revenus potentiels de la vente et de la consommation d'aliments d'origine animale. Les stratégies de diversification de la production céréalières à travers les cultures de rente d'aliments nutritifs peuvent réduire la non-abordabilité d'une alimentation nutritive de moitié (figure 18). La capacité de produire des légumes et des patates douces à chair orange ou des produits d'origine animale diffère entre les zones de moyens d'existence et est largement déterminée par le climat et l'accès aux intrants. Les deux modèles de la production ont été inclus dans l'analyse afin de considérer deux chemins différents vers l'amélioration de l'alimentation basés respectivement sur les moyens d'existence agricole et pastoraux.

Figure 16 : Les hypothèses pour une modélisation d'une intervention basée sur la production du lait et du poisson sèche (FAO 2013).

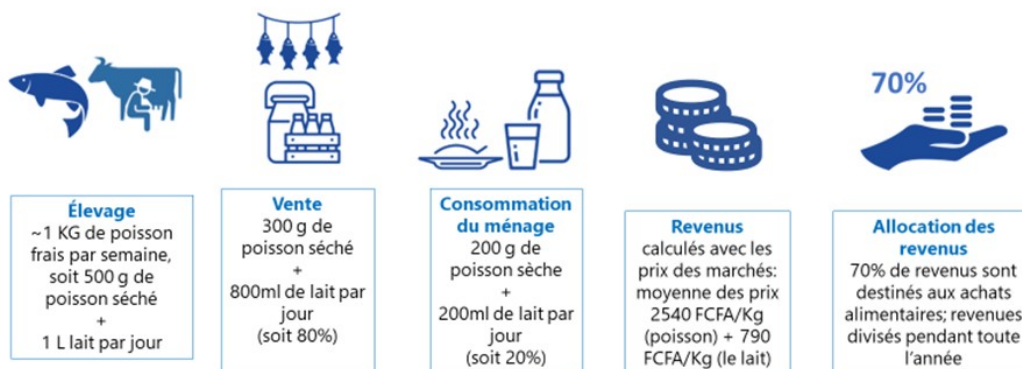


Figure 17 : La couverture du coût de l'alimentation nutritive par des réductions grâce à la consommation et grâce aux revenus générés par la production des produits d'origine animale.

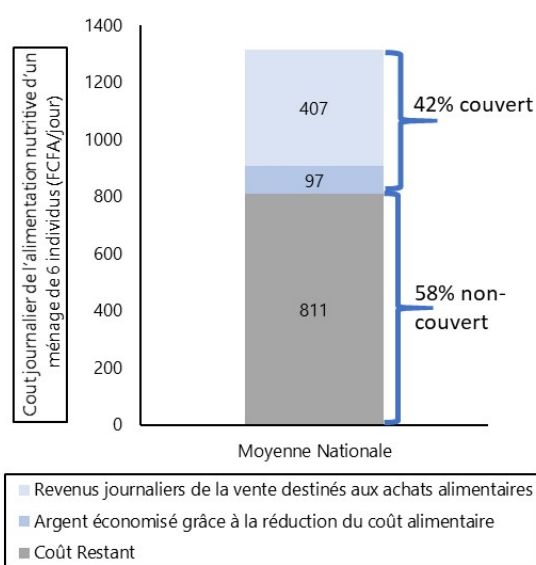
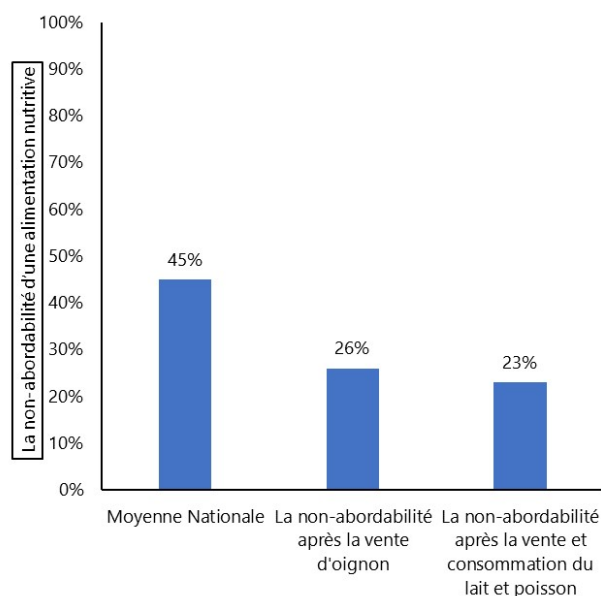


Figure 18 : La réduction de la non-abordabilité grâce aux revenus générés par la production des produits d'origine animale.



¹⁷ CIAT, Soutien stratégique du Centre international d'agriculture tropicale pour la prise en compte de la nutrition dans les investissements du FIDA, 2018.

¹⁸ Le Sénégal à 15 g/habitant/jour et la Mauritanie à 32 g/habitant/jour, comparativement à 57 g/habitant/jour pour l'Europe occidentale; sources : FAOSTAT et CIAT 2019.

¹⁹ Les chiffres sont basés sur la collecte de données primaires réalisée par FNG en 2019.

7.

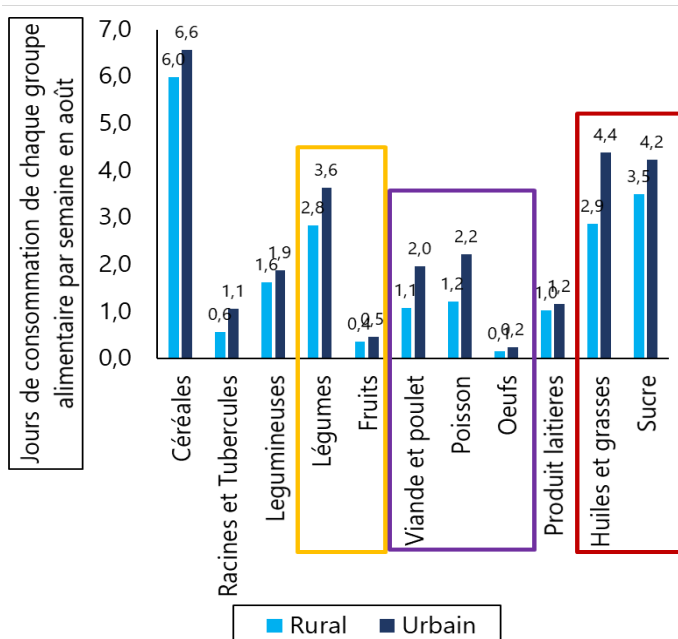
L'ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE URBAIN SERAIT PLUS FAVORABLE À UNE ALIMENTATION NUTRITIVE. CÉPENDANT, L'ABONDANCE D'ALIMENTS TRANSFORMÉS, ÉNERGÉTIQUES ET BON MARCHÉ ET LA PRÉFÉRENCE DU RIZ FAVORISE LE SURPOIDS ET L'OBÉSITÉ, PARALLÈLEMENT À LA MALNUTRITION INFANTILE.

Le phénomène du double fardeau de la malnutrition est émergent au Burkina Faso, particulièrement dans les zones urbaines. À Ouagadougou, un enfant sur cinq montrent un retard de croissance ou une émaciation, tandis qu'une femme sur trois souffrent de surpoids ou d'obésité²⁰. La malnutrition sous forme de retard de croissance ou d'émaciation et le surpoids et l'obésité ont une cause commune : une alimentation très énergétique (sucré, gras) mais peu diversifiée et peu équilibrée. Les ménages urbains sont aussi souvent caractérisés par un statut socioéconomique plus élevé que les ménages ruraux, et donc la même tendance de malnutrition est visible entre les quintiles économiques. Près d'un quart des femmes les plus pauvres sont maigres alors que plus d'un quart des femmes les plus riches sont en surpoids ou obèse²¹.

Grâce à un niveau économique élevé et une meilleure diversité d'aliments, les zones urbaines sont plus en mesure d'accéder à une bonne diversité d'aliments. Comme le montre la figure 19 les ménages urbains consomment des fruits, des légumes, et des produits d'origine animale jusqu'à deux fois plus souvent que les ménages ruraux. En revanche, l'alimentation urbaine aussi contient plus de graisses et de sucres que les ménages ruraux.

Généralement, bien que l'alimentation soit critique pour prévenir le surpoids, les choix de style de vie et le niveau d'activité peuvent également déterminer le poids d'une personne.

Figure 19 : Une comparaison de la consommation des groupes alimentaires entre les populations rurales et les populations urbaines.

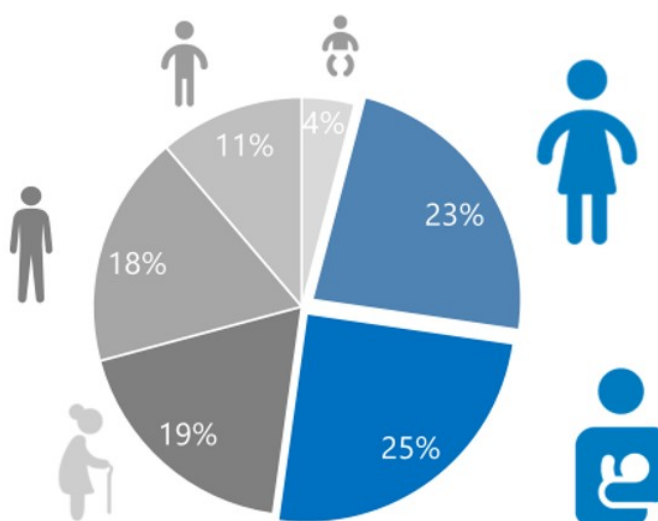


8.

LES FILLES ADOLESCENTES ET LES FEMMES ENCEINTES ET ALLAITANTES ONT LES BESOINS NUTRITIONNELS LES PLUS ÉLEVÉS. LA SUPPLÉMENTATION EST UNE APPROCHE COUT-EFFICACE POUR COUVRIR CERTAINS DE LEURS BESOINS SPÉCIFIQUES.

Le graphique de la figure 20 montre la répartition du coût total de l'alimentation nutritive pour le ménage par membre de la famille. La femme allaitante et la fille adolescente contribuent pour près de la moitié du coût de l'alimentation du ménage car elles ont les besoins nutritionnels les plus élevés, particulièrement en fer. Par rapport à un garçon adolescent, la fille a des besoins en fer deux fois plus élevés, et elle nécessite donc davantage d'aliments riches en fer comme les aliments d'origine animale (plus chers).

Figure 20 : La répartition du coût de l'alimentation nutritive par membre du ménage pour Burkina Faso.

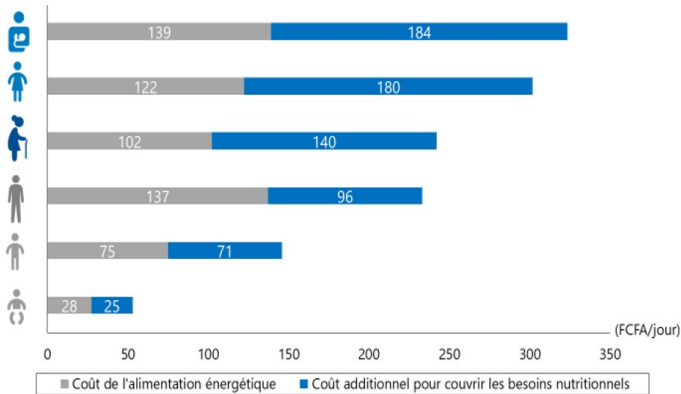


La figure 21 montre le coût additionnel pour couvrir les besoins nutritionnels par rapport aux besoins énergétiques pour chaque membre du ménage. Bien que la femme allaitante et la fille adolescente ont des besoins en énergie similaire à ceux de l'homme adulte, le coût additionnel pour couvrir les besoins en micronutriments est deux fois plus élevé chez elles que chez l'homme. La difficulté à couvrir ces besoins additionnels expose les femmes à un risque plus élevé de carences en micronutriments, et une plus grande sensibilisation doit être accrue pour mieux comprendre et lutter contre la malnutrition chez ce groupe.

²⁰ DHS 2010.

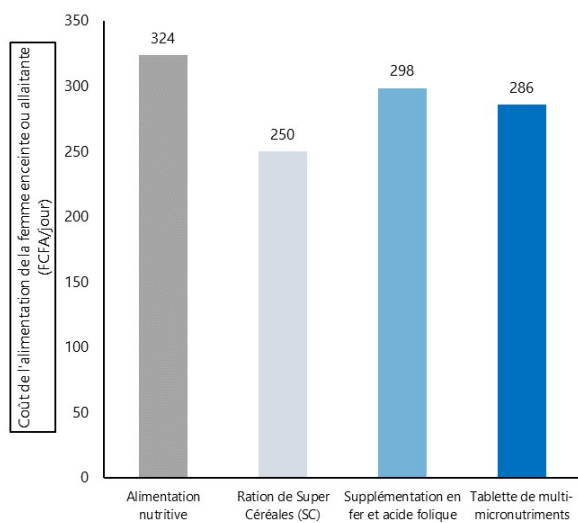
²¹ SMART 2018.

Figure 21 : Une comparaison du coût additionnel de l'alimentation nutritive par rapport au régime énergétique par membre du ménage.



Dans les scénarios où la femme enceinte/allaitante ou la fille adolescente ne peuvent pas accéder à une alimentation nutritive, la supplémentation ou l'assistance alimentaire spécifique à la nutrition permet de couvrir certains besoins spécifiques. La figure 22 montre une comparaison entre le coût de l'alimentation de la femme enceinte et allaitante après différentes interventions : la supplémentation en fer et acide folique (IFA), une tablette de micronutriments (MMT), et une portion de Super Cereal (120g).

Figure 22 : Une comparaison entre le coût de l'alimentation de la FEFA après différentes interventions spécifiques à la nutrition.



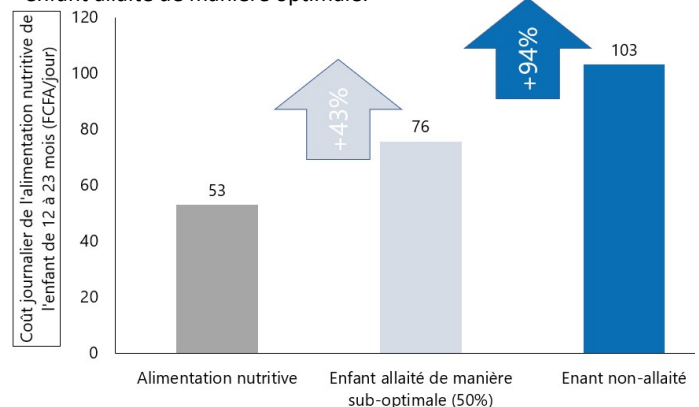
Chacune de ces interventions permettent de réduire significativement le coût d'une alimentation nutritive, comme la figure 22 le montre. La ration de Super Céréale permet de réduire le coût de l'alimentation nutritive de la femme enceinte ou allaitante d'un quart, tandis que la supplémentation en IFA et MMT peut réduire ce coût de 8% à 12%, respectivement. Pour une fille adolescente, la supplémentation en fer en nature peut réduire le coût de l'alimentation nutritive de 19%. Si le supplément IFA est acheté au prix du marché²², le coût d'une alimentation nutritive est réduit de même hauteur (18,6%).

9.

LA SENSIBILISATION AUX BONNES PRATIQUES D'ALLAITEMENT ET D'ALIMENTATION DU NOURRISSON ET DU JEUNE ENFANT (ANJE) DOIVENT ÊTRE ADAPTÉES AU CONTEXTE POUR AUGMENTER LA CONSOMMATION D'ALIMENTS D'ORIGINE ANIMALE ET DE PRODUITS FRAIS. DANS LES ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES FRAGILES, LES INTERVENTIONS CIBLÉES À TRAVERS LES FARINES INFANTILES FORTIFIÉES PERMETTENT DE COUVRIR LES BESOINS ESSENTIELS.

Globalement, environ 40% des décès des enfants de moins de 5 ans sont liés à la malnutrition, mais les bonnes pratiques d'ANJE peuvent réduire ce taux. Au Burkina Faso, malgré une amélioration des pratiques ANJE dans les dernières années, la diversité alimentaire et l'allaitement restent insuffisants chez les enfants de 6-23 mois. La fréquence minimale des repas est de 54% et la diversité alimentaire minimale est de 24,6%. L'alimentation minimale acceptable est donc de 18% avec un taux d'allaitement exclusif de 0 à 5 mois très insuffisant de 55,8%²³. L'introduction de l'aliment de complément de 6 à 8 mois devrait également être amélioré avec un taux de 70,8%. L'analyse FNG a trouvé qu'au Burkina Faso, le coût d'une alimentation nutritive pour un enfant non-allaité est deux fois plus cher que le coût pour un enfant allaité, comme le montre la figure 23.

Figure 23 : Une comparaison du coût d'une alimentation nutritive entre un enfant non-allaité, un enfant allaité partiellement, et un enfant allaité de manière optimale.



Les mauvaises pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ont deux causes principales : un manque d'éducation sur les bonnes pratiques d'ANJE et la charge de travail des femmes à la maison et au champ qui les rendent incapable de consacrer le temps nécessaire au soin de leurs enfants. Pour améliorer les pratiques d'ANJE, il faut endiguer ces défis à la source. Les systèmes d'éducation et santé doivent fournir aux femmes des outils pour accéder à de meilleures informations sur les pratiques de soin des enfants, et soutenir les femmes à prendre des décisions concernant leur temps et la planification familiale. Les structures du niveau national au niveau communautaire doivent soutenir les femmes à mieux négocier une répartition des tâches avec les autres membres

²² 10 FCFA par pilule (environ 0.02 USD).

²³ SMART 2018.

du ménage, et leur permettre d'accéder à des équipements qui réduiraient la charge de travail et donc le temps des activités ménagères ou dans les champs. Les systèmes d'entraide communautaire peuvent servir comme une solution pour mieux soutenir les femmes à accéder des moyens financiers, des intrants, ou des informations sur meilleures techniques agricoles.

À partir de l'âge de six mois, il est impératif que des aliments de compléments soient donnés pour compléter l'alimentation du nourrisson. Dans les environnements alimentaires fragiles, les interventions ciblées peuvent couvrir les besoins essentiels et prévenir la malnutrition. La figure 24 montre la contribution de deux aliments spécifiques à la nutrition, le Super Céréales Plus

(SC+) et les farine MISOLA (a base de Mil, soja et Lait) Vita Casiu, un équivalent local, permettent de couvrir en complément du lait maternel la majorité des besoins en micronutriments des enfants de moins de 2 ans (figure 24). Ces deux interventions peuvent réduire le coût de l'alimentation nutritive de près de 70% et limiter le risque de malnutrition chez les jeunes enfants dans les ménages en insécurité alimentaire. La figure 25 montre comment elles se comparent à d'autres interventions d'aliments nutritifs spécialisés ou de supplémentation, y compris la poudre de micronutriments (MNP), qui est également une bonne option pour garantir que les besoins en micronutriments sont satisfaits lorsque la diversité alimentaire est faible.

Figure 24 : Couverture des besoins nutritionnels journaliers de l'enfant de 12 à 23 mois (%) grâce au lait maternel et aux interventions spécifiques à la nutrition.

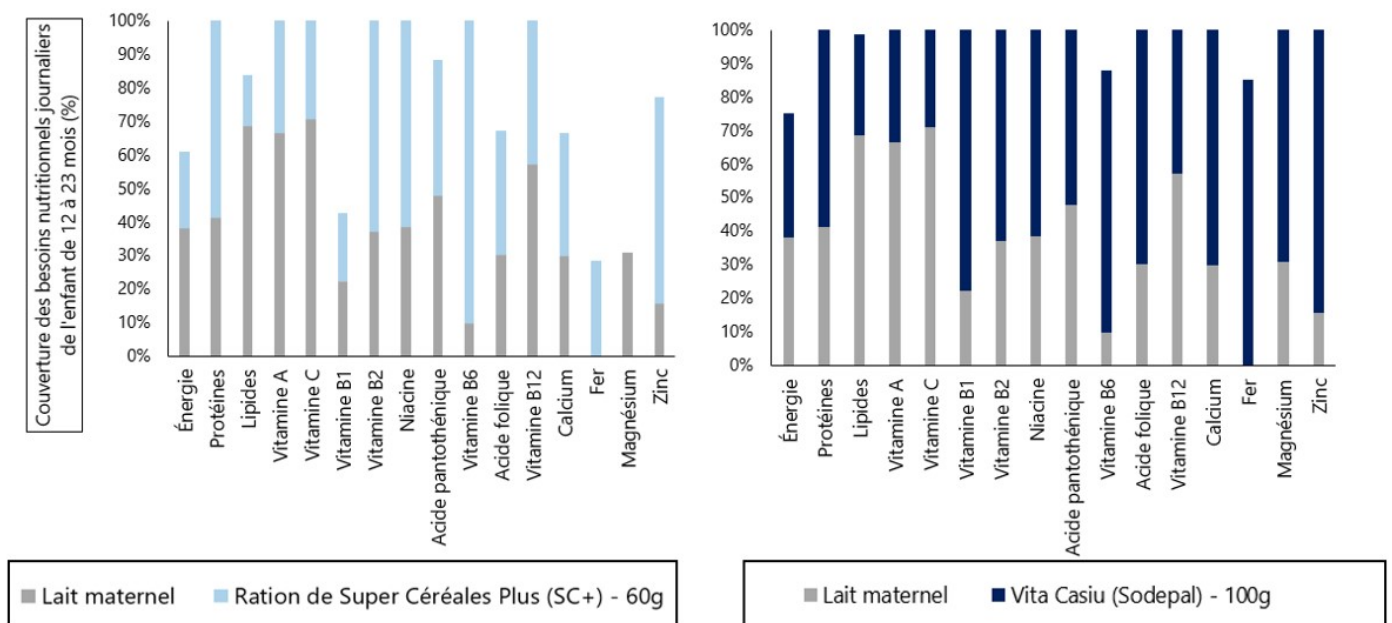
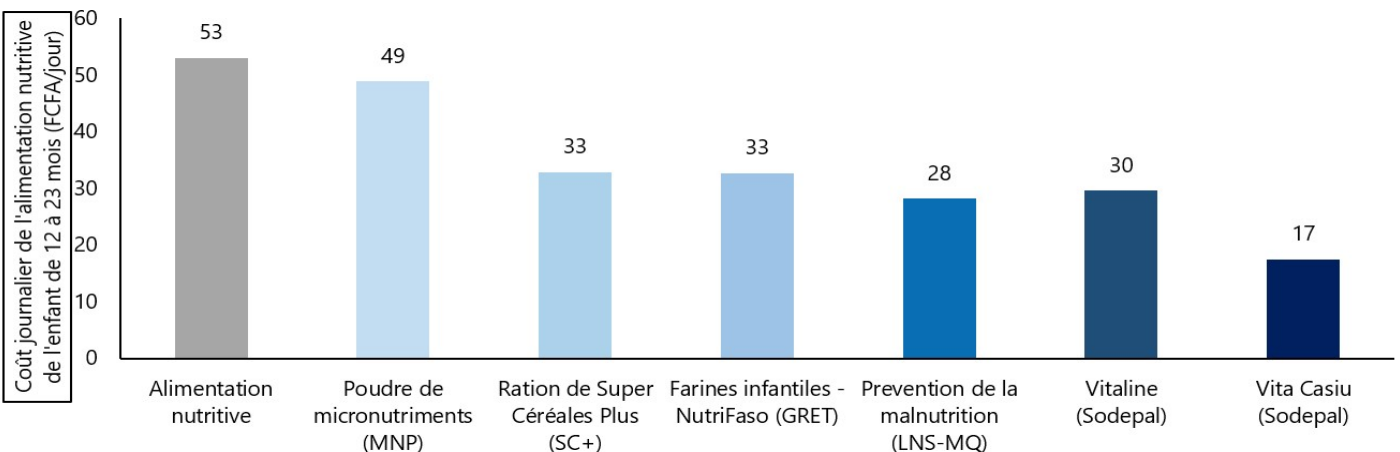


Figure 25 : Comparaison de la réduction du coût de l'alimentation nutritive pour un enfant de 12 à 23 mois grâce aux interventions spécifiques à la nutrition.



10.

PENDANT LA PÉRIODE DE SOUDURE, LA MODALITÉ ET LA VALEUR DE TRANSFERT DE L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE DOIVENT ÊTRE ADAPTÉES AUX FONCTIONNALITÉS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE. POUR LES POPULATIONS DÉPLACÉES, L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE INTÉGRÉE EST ESSENTIELLE POUR SUBVENIR AUX BESOINS DU MÉNAGE.

L'aide alimentaire pendant la période de soudure est essentielle dans les régions confrontées à l'insécurité alimentaire saisonnière. L'assistance alimentaire générale (GFA) actuelle du PAM comprend 400 g de céréales, 100g de légumineuses, 25 g de l'huile enrichie et du sel par personne. L'analyse a modélisé les avantages potentiels de cette ration ainsi que des rations améliorées, comme celle visible dans la figure 26. Le paquet d'intervention de soudure amélioré de la figure 26 réduit la quantité de céréales donnée en nature mais contient du Super Céréale et un transfert en espèces. Bien que la ration contienne des aliments fortifiés, elle ne couvre pas tous les besoins en micronutriments des différents membres du ménage.

Les membres du ménage les plus vulnérables ne peuvent pas couvrir leur besoins en A, C, B2, B3, B5, B12, le calcium et le fer, qui sont les micronutriments disponibles dans les fruits, les légumes, et des aliments d'origine animale. Un paquet pourrait être mieux adapté à couvrir les besoins en micronutriments par l'ajout d'un transfert d'argent pour que le ménage puisse compléter leur alimentation avec les aliments frais.

Même si le paquet d'intervention de soudure amélioré ne réduit pas le coût de l'alimentation nutritive à la même hauteur que la ration complète du paquet standard, le transfert d'argent additionnel du paquet amélioré permet de diminuer significativement la charge financière que représente l'alimentation nutritive. Il faut noter que les coûts de chaque paquet d'intervention sont différents, et le paquet la plus efficace est la plus chère : par personne par mois, la ration en nature coûte 12,40\$, la demi ration en nature coûte 8,02\$, et la demi ration en nature + CBT coûte 15,28\$. Dans les endroits ayant des marchés fonctionnels et d'un accès à une diversité d'aliments, il serait approprié de mettre en œuvre une modalité de transfert monétaire uniquement.

Figure 26 : La paquet d'intervention de soudure amélioré modélisé par FNG.

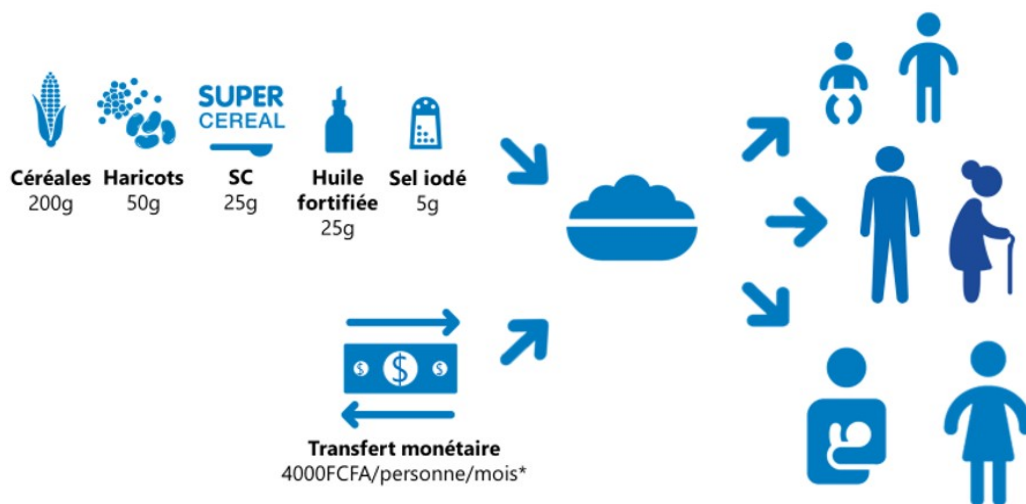
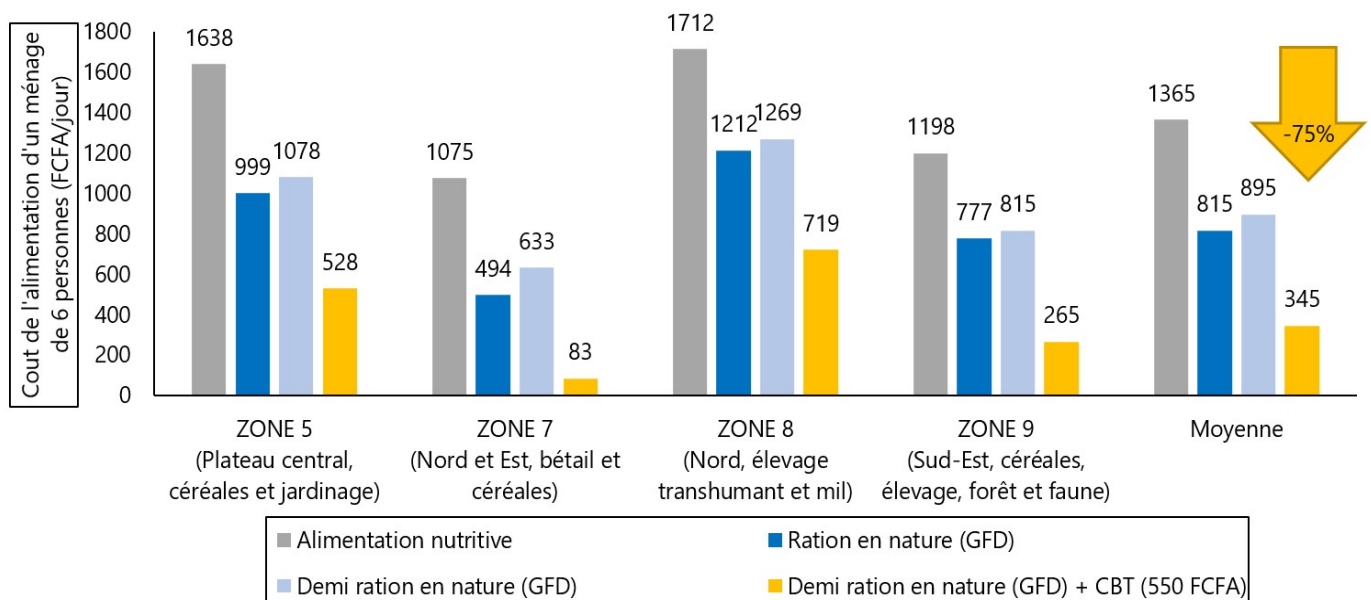


Figure 27 : La réduction du coût d'alimentation nutritive grâce à chaque portion du paquet amélioré.



Les ménages déplacés n'ont pas ou peu accès à leurs propres moyens de subsistance et ont besoin d'un soutien supplémentaire pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Les programmes d'assistance devraient intégrer des interventions spécifiques à la nutrition pour répondre aux besoins des membres les plus vulnérables du ménage. La figure 28 montre le paquet GFD amélioré, avec un soutien supplémentaire sous la forme d'interventions en nature spécifiques à la nutrition pour la femme et l'enfant, ainsi que la supplémentation en IFA pour l'adolescente.

L'ajout des interventions spécifiques à la nutrition au paquet d'assistance alimentaire pour les personnes déplacées internes (PDI) peut couvrir la totalité du coût de l'alimentation nutritive, comme le montre la figure 29.

Figure 28 : La paquet amélioré pour les personnes déplacées modélisé par FNG.

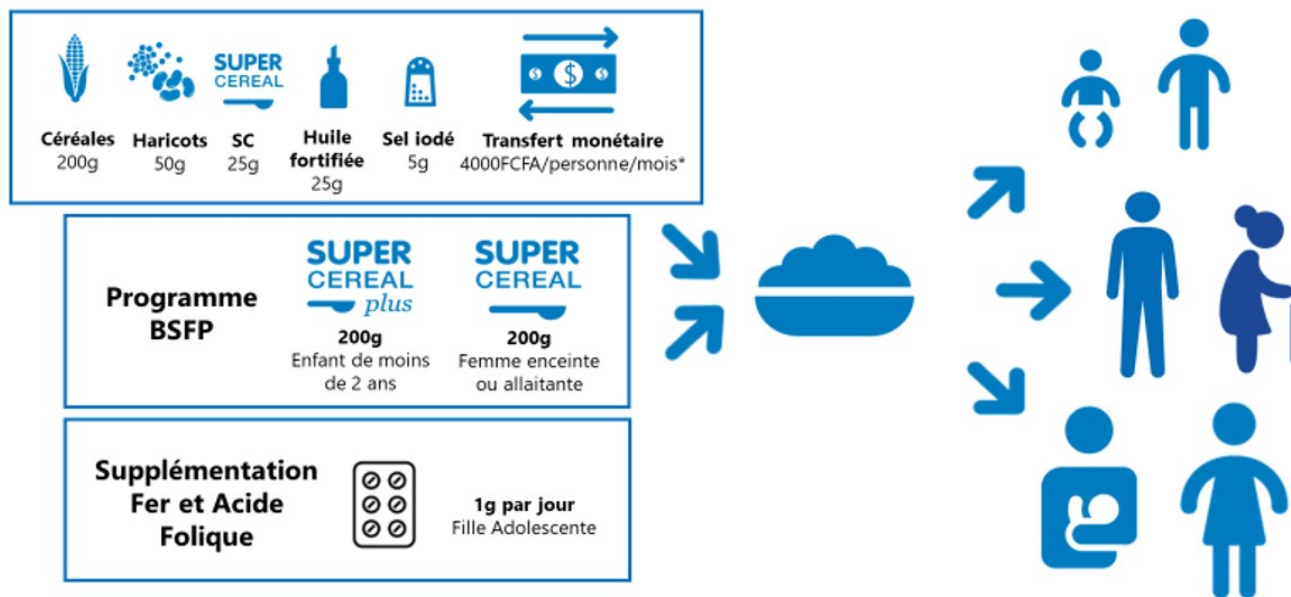
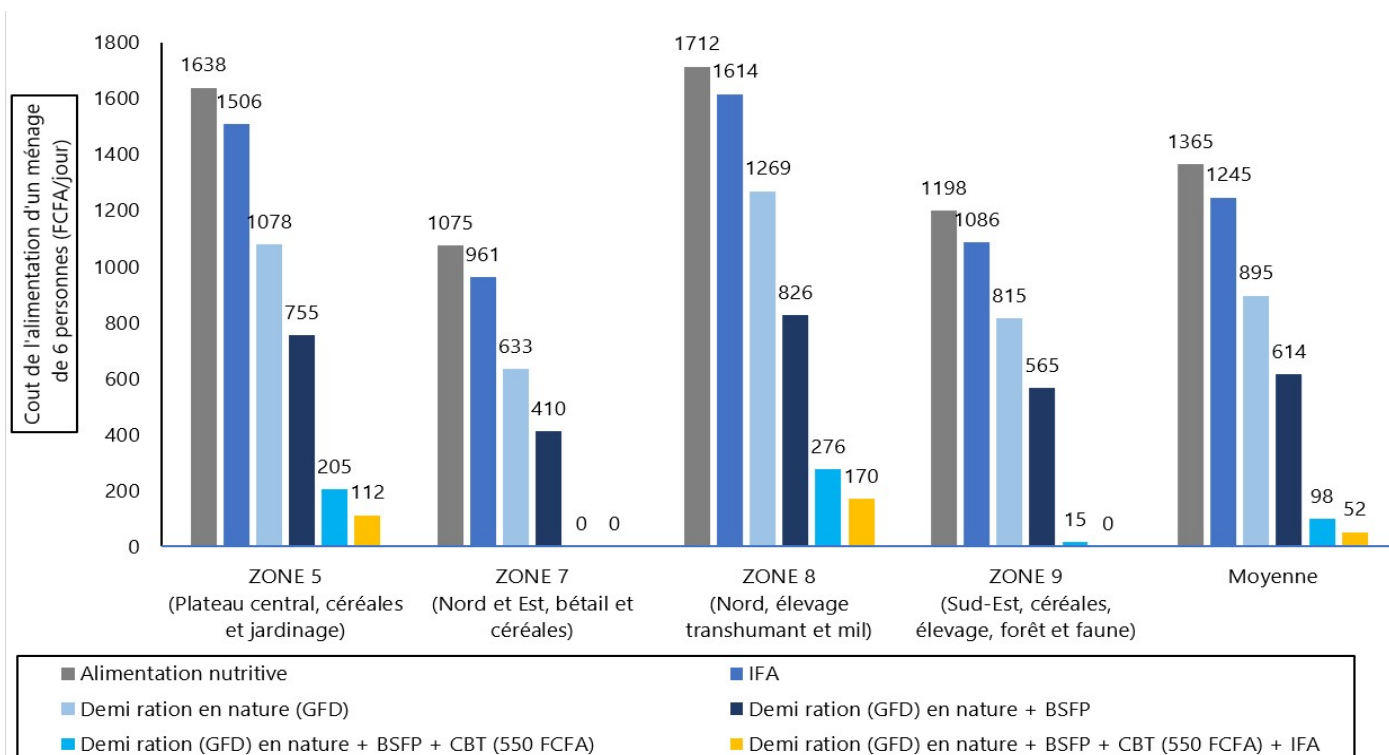


Figure 29 : La réduction du coût d'alimentation nutritive grâce à chaque portion du paquet amélioré pour les personnes déplacées.



11.

LES CANTINES SCOLAIRES OFFRENT DES OPPORTUNITÉS POUR CONTRIBUER À LA COUVERTURE DES BESOINS DES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRES ET DES ADOLESCENTES ET CONSTITUENT UNE PLATEFORME D'ÉDUCATION ET DE PROMOTION DE BONNES PRATIQUES NUTRITIONNELLES.

Le panier d'État et le panier CRS des cantines scolaires sont très similaires pour les enfants du primaire : les deux se composent de 150 g de céréales, 30 g des légumineuses, et, respectivement, 10g et 14 g d'huile. Pour la couverture de micronutriments, les paniers d'État et de CRS restent pauvres en certains micronutriments, comme le montre la figure 30.

Un déjeuner fortifié et une portion de yaourt pour le petit-déjeuner actuellement distribués par le PAM permet de rendre la ration scolaire plus nutritive. La figure 31 montre la couverture en micronutriments de cette ration qui se compose de 160g de céréale fortifiée avec 0,4g de poudre de micronutriments, 40g de légumineuses, 20g d'huile fortifiée, et du sel iodé. L'ajout de yaourt à la ration contribue à une couverture supplémentaire significative en calcium, vitamines B2, B12, et B5 (appelé acide pantothénique). Un petit déjeuner nutritif permet de contribuer considérablement à la couverture des besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire et permet de réduire la charge financière de la famille pour répondre aux besoins en micronutriments de l'enfant, comme le montre la figure 32.

Figure 30 : La couverture de micronutriments par les paniers d'État et de CRS.

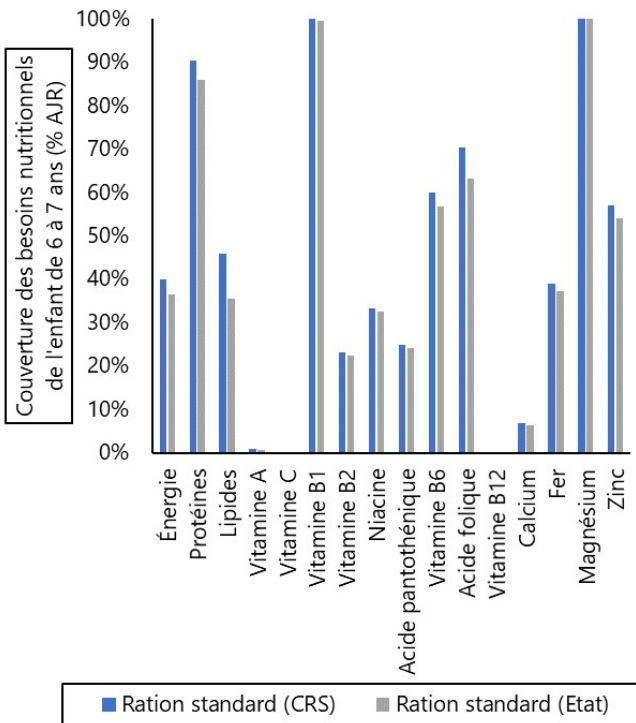


Figure 31 : La réduction du coût de l'alimentation nutritive pour un enfant de 6 à 7 ans grâce à la ration du PAM (avec Yaourt et avec Super Céréale).

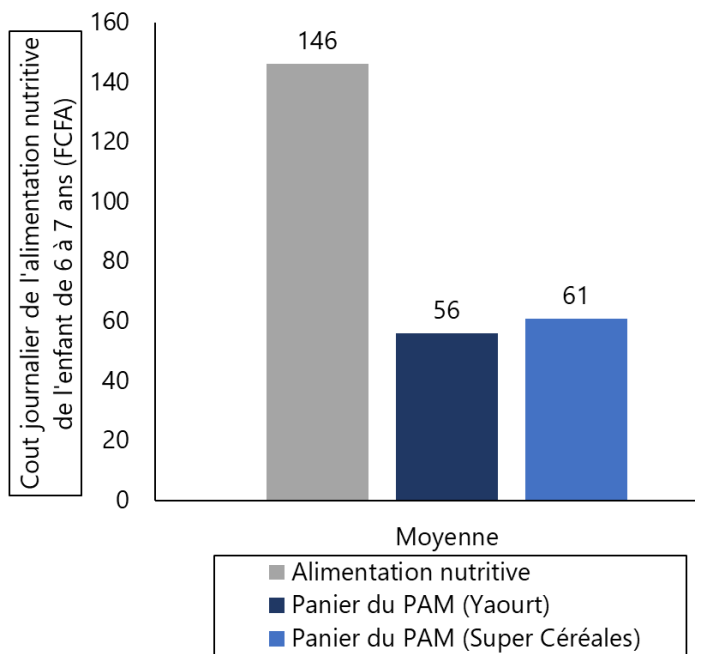
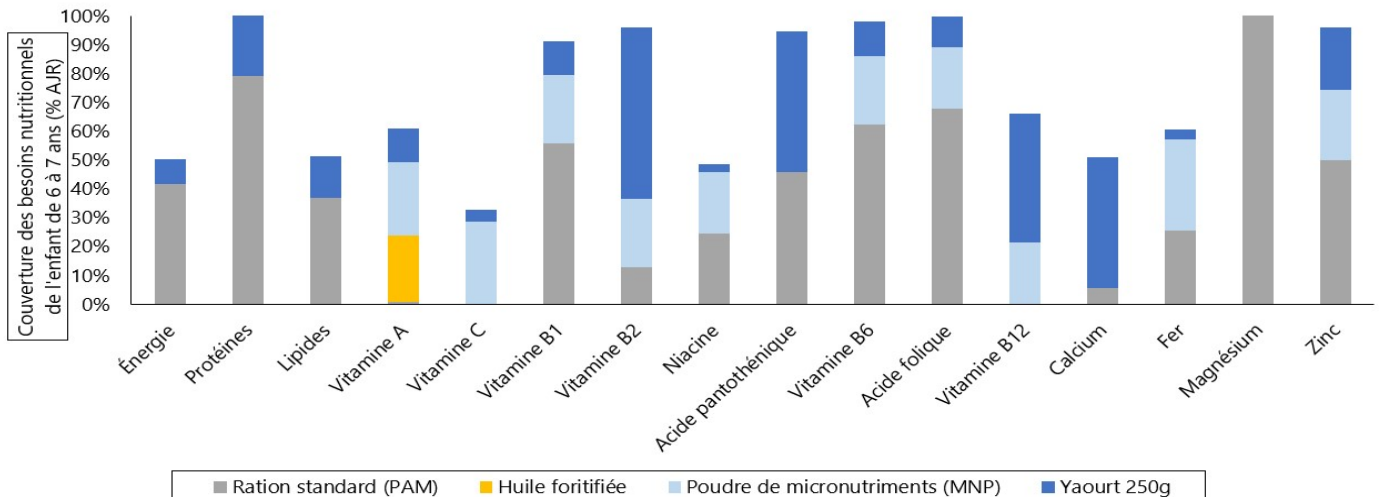


Figure 32 : La couverture de micronutriments par la ration standard du PAM plus les ajouts potentiels.



De plus, l'ajout de yaourt aux repas scolaires peut avoir des avantages supplémentaires en dehors de la nutrition des enfants : il peut soutenir le développement local par la création d'un marché pour les petits producteurs, encourager le développement d'une chaîne d'approvisionnement pour alimenter les écoles, et renforcer l'éducation nutritionnelle de l'enfant. Outre le yaourt, il existe d'autres options locales qui permettent d'améliorer l'apport en micronutriments, comme les patates douces à chair orange, les tomates, les aubergines, le chou, les oignons, les feuilles de baobab et de moringa. La figure 33 montre la contribution potentielle de ces aliments à la couverture en micronutriments pour un enfant de 6 à 7 ans.

Les repas scolaires peuvent également avoir l'avantage supplémentaire d'encourager les parents à garder les enfants à l'école, en particulier les filles adolescentes. Les adolescentes pourraient bénéficier d'un enrichissement supplémentaire de leurs repas, afin de mieux répondre à leurs besoins en micronutriments plus spécifiques. Les résultats illustrés sur la figure 34 montrent que le coût de l'alimentation nutritive peut être considérablement réduit si la fille adolescente mange un repas scolaire enrichi en micronutriments ou complété avec du yaourt, mais peut encore être réduit si les comprimés de fer et acide foliques sont disponibles en même temps que les repas scolaires.

Figure 33 : Couverture en micronutriments de la ration PAM et de la ration enrichie en aliments locaux.

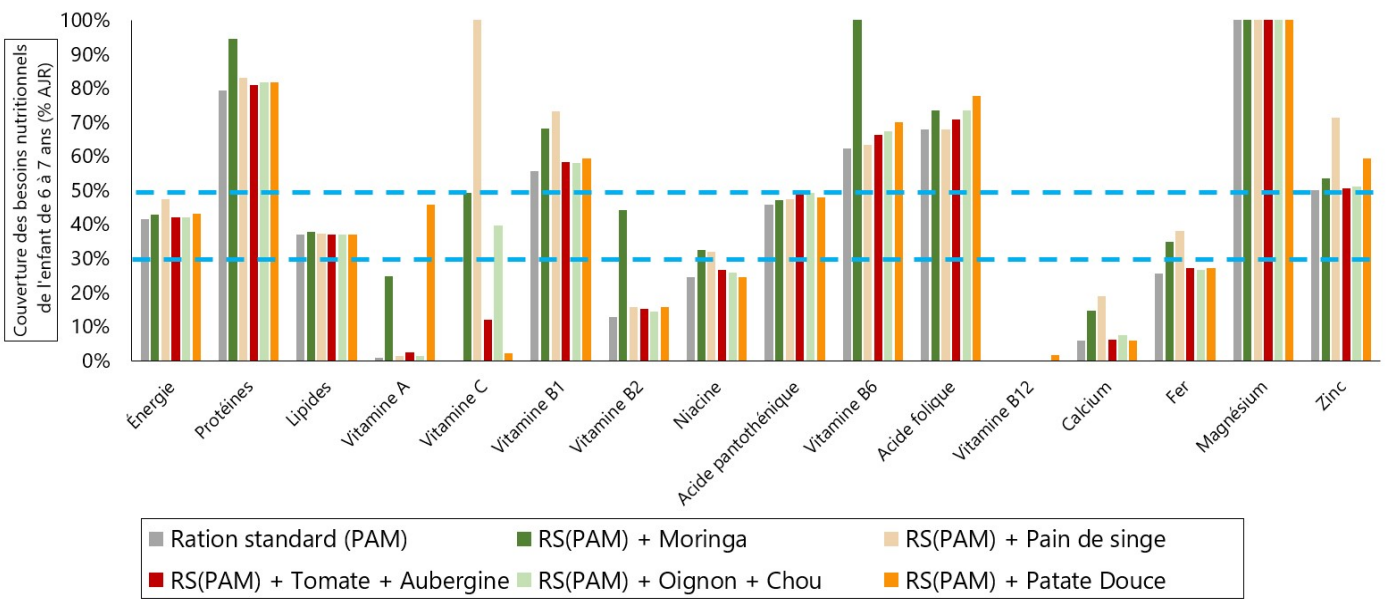
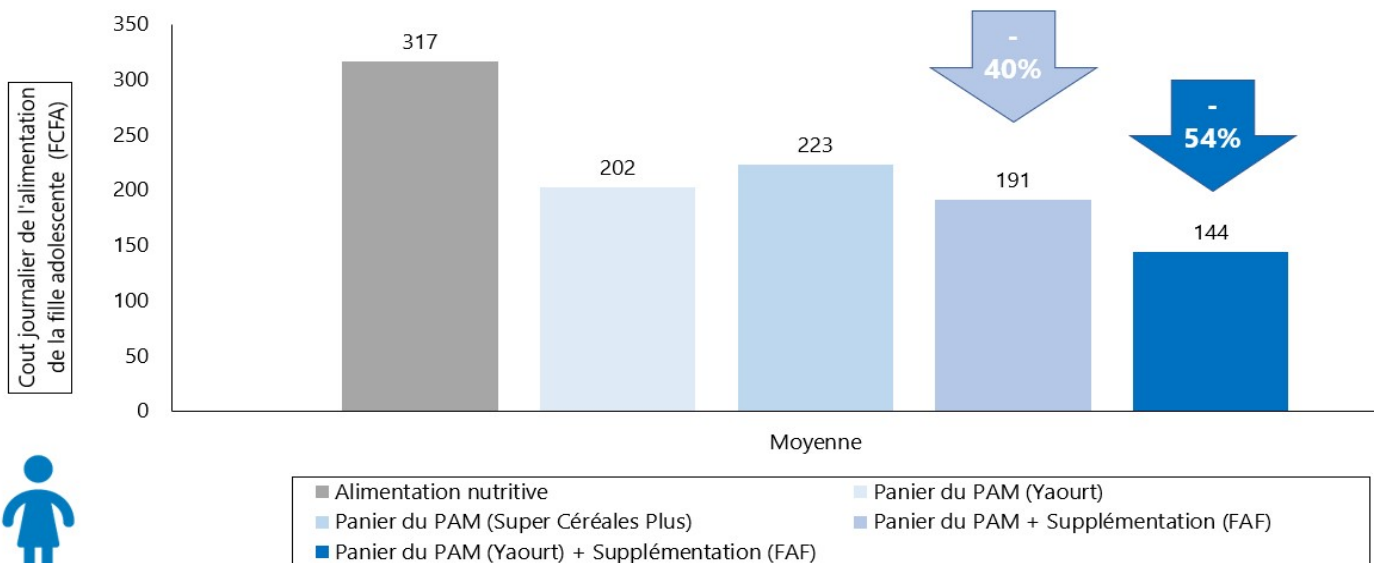


Figure 34 : La réduction du coût de l'alimentation nutritive pour un fille adolescente grâce aux différents.



Conclusion

Alors que les interventions en matière de santé, d'éducation, d'hygiène et assainissement ont visiblement amélioré les résultats nutritionnels au Burkina Faso durant les dix dernières années, les opportunités d'améliorer la nutrition via le système alimentaire n'ont pas encore été exploitées à la hauteur requise. L'alimentation diversifiée et l'apport nutritionnel jouent un rôle central dans la prévention de la malnutrition sous toutes ses formes, et c'est un système alimentaire fonctionnel qui détermine si l'environnement des ménages est favorable à une alimentation nutritive. Les trois piliers du système alimentaire - un approvisionnement en aliments variés, un environnement alimentaire où les aliments nutritifs sont disponibles et abordables, et la sensibilisation aux meilleures pratiques alimentaires - sont nécessaires pour assurer que les ménages puissent accéder et consommer des aliments nutritifs. Il est donc impératif de concentrer les politiques nationales et programmes sur les facteurs qui peuvent renforcer les divers systèmes alimentaires du pays pour fournir aux populations du Burkina Faso une alimentation nutritive et saine. Dans la réponse à la crise de déplacés, lorsque les systèmes sont sous haute-pression, l'assistance aux ménages doit être hautement intégrée pour couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels, y compris des individus les plus vulnérables du ménage.

Au Burkina Faso, la production agricole nationale est centrée sur les céréales qui constitue l'alimentation de base, et se reflète également dans la consommation alimentaire peu diversifiée, contenant une petite quantité de légumes et peu ou pas d'aliments d'origine animale. L'alignement de la production agricole aux besoins nutritionnels de la population, nécessite une transformation de l'agriculture permettant de produire des aliments à haute valeur nutritionnelle et de renforcer le système alimentaire. Bien que les céréales de base ne soient pas suffisantes pour répondre aux besoins en micronutriments, l'amélioration des récoltes de céréales et des récoltes de rente, y compris la réduction des pertes post-récoltes, peut créer des revenus supplémentaires nécessaires pour améliorer la qualité de l'alimentation des ménages. La diversification des cultures par la généralisation du maraîchage, la culture des légumineuses et l'horticulture peut rendre l'exploitation plus sensible à la nutrition et offrir aux ménages une plus grande diversité d'aliments nutritifs.

L'amélioration des chaînes de valeur peut augmenter la disponibilité des aliments nutritifs, rendre les produits nutritifs plus rentables, ce qui peut encourager une plus grande inclusion d'aliments nutritifs dans l'alimentation et dans la production. Il existe plusieurs chaînes de valeur au Burkina Faso qui pourraient être développées davantage - par exemple, la mangue, la volaille, les produits laitiers, le sésame et le beurre de karité. L'amélioration des liens entre les producteurs et les consommateurs, comme ceux envisagés dans le programme "Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour", peuvent aider à construire des économies de résilience et à fournir des sources d'aliments nutritifs aux marchés, aux écoles, aux communautés et aux ménages. La création de chaînes de valeur qui soutiennent la consommation d'aliments nutritifs dépend des installations de stockage, des services financiers et de la logistique fonctionnels. Il est donc essentiel de renforcer le secteur et investir dans des infrastructures adaptées

aux aliments frais et d'origine animale telles que des routes, des aménagements hydrauliques, des entrepôts de stockage et des chaînes du froid qui permettent la production et le mouvement des aliments des régions productrices aux régions déficitaires. Une plus grande efficacité de la chaîne d'approvisionnement des aliments nutritifs pourrait avoir un effet bénéfique sur la réduction de leur coût, comme cela est constaté dans les systèmes alimentaires des pays à moyen et haut revenu.

Actuellement, l'accès à une alimentation variée et équilibrée est limité par les coûts de certains groupes alimentaires. La prédominance de la production céréalière se reflète dans l'alimentation rurale, où les céréales constituent la majorité des aliments consommés. L'accroissement de la demande en aliments nutritifs dépend du comportement des consommateurs, qui est contraint non seulement par la capacité économique, mais aussi par la culture et les pratiques courantes. Par rapport aux ménages ruraux, les ménages urbains consomment plus de fruits, de légumes et d'aliments d'origine animale que les ménages ruraux, mais ils consomment également plus d'aliments riches en sucre, en graisses et en sel, ce qui conduit à une plus grande prévalence du surpoids et de l'obésité dans les zones urbaines. En établissant une définition commune de la nutrition et en parvenant à un consensus sur les types de comportements à mettre en valeur, le leadership communautaire rural, les centres de santé communautaires et les organisations locales peuvent jouer un plus grand rôle dans l'amélioration de la nutrition au niveau local. Le comportement des consommateurs dans les zones urbaines doit également être compris et adressé. La régulation de la commercialisation des produits manufacturés, riches en sucres, en graisses et en sel pourraient également être évaluée dans le but de favoriser des approches de taxation et limiter la consommation de ces produits. Enfin, dans les deux contextes, il est impératif d'inclure des éléments de communication sur l'éducation et le changement social et comportemental afin que les consommateurs puissent être informés des aliments nutritifs et de ceux qui sont liés au surpoids, à l'obésité et aux maladies non transmissibles.

Cette analyse vise à fournir des informations complémentaires sur les modalités pour l'assistance, afin d'avoir une base analytique de compréhension de l'efficacité différente des modalités dans le contexte du Burkina Faso. Pour les personnes touchées par l'insécurité alimentaire saisonnière, les personnes déplacées, ou les réfugiés, il est impératif que les programmes de protection sociale et d'intervention d'urgence continuent à répondre non seulement aux besoins énergétiques, mais aussi à une part importante des besoins individuels en micronutriments. Dans des environnements avec des marchés fonctionnels, y compris ayant une bonne disponibilité d'aliments nutritifs, la distribution des coupons et les transferts en espèces, seuls ou couplés à une aide alimentaire en nature des aliments de base, sont des moyens coût-efficaces d'améliorer la capacité du ménage à acheter des aliments nutritifs. Pour cette assistance, il est essentiel de renforcer l'importance des besoins spécifiques des individus vulnérables tels que les femmes, les enfants et les filles et de prévenir la malnutrition sous toutes ces formes.

Cependant, l'objectif d'une prévention durable exige également que les décideurs politiques, les acteurs du développement et le secteur privé comprennent leurs opportunités de fournir des solutions durables pour mettre fin à la faim et à la malnutrition.

L'amélioration des pratiques agricoles, la diversification des cultures vivrières, l'utilisation de techniques améliorées et répondant aux conditions du changement climatique, et la diversification des sources de revenus peuvent aider les ménages à réagir pendant les périodes de crise et peuvent contribuer à renforcer la résilience des communautés et leurs systèmes alimentaires locaux.

Afin de mieux renforcer l'assistance, les programmes, et les politiques de prévention et de lutte contre la malnutrition, il est impératif de structurellement prendre en compte les besoins des personnes les plus vulnérables pour améliorer la couverture des cibles et assurer leur pérennisation. Les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans ont des besoins spécifiques en micronutriments qui ne peuvent être couverts par une alimentation composée principalement de céréales de base. Dans les scénarios de crise et de non-crise, des interventions spécifiques à la nutrition comme les super céréales ou les céréales enrichies produites localement peuvent aider à répondre aux besoins en micronutriments des enfants, tandis que les comprimés de fer et d'acide folique ou de micronutriments couvrent une grande partie de ceux des adolescentes.

Les adolescentes, ainsi que les autres enfants d'âge scolaire, peuvent également bénéficier de repas scolaires nutritifs ou enrichis. Les cantines en milieu scolaire offrent une opportunité importante d'encourager les parents à garder les enfants à l'école et d'offrir aux enfants des repas qui couvrent une part importante de leurs besoins en micronutriments. Les programmes au Burkina Faso, tels que le yaourt dans les repas scolaires, sont un exemple important de repas scolaire amélioré. En modélisant d'autres aliments nutritifs locaux, FNG vise à fournir une base analytique aux décisions futures pour les programmes d'alimentation scolaire cultivés sur place ou d'origine locale. L'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas scolaires et l'éducation nutritionnelle faisant la promotion d'une alimentation diversifiée à l'école nécessitent une coordination entre les secteurs de l'éducation et de la nutrition. Des programmes tels que "Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour" sont un pas dans les orientations recommandées, et des efforts politiques supplémentaires doivent être déployés avec le secteur de l'agriculture, de la protection sociale et le secteur privé pour garantir une coopération multisectorielle efficace pour l'amélioration de la nutrition.

Cette analyse a été rendue possible grâce au leadership de la Direction de la Nutrition. Des analyses et des conclusions ont été possibles grâce au grand soutien de nombreux experts techniques et partenaires gouvernementaux.



Recommandations multisectorielles

Agro-sylvo-pastoral	Alors que les interventions en matière de santé, d'éducation, d'hygiène et assainissement ont visiblement amélioré les résultats nutritionnels au Burkina Faso durant les dix dernières années et que la nutrition est intégrée dans les politiques sectorielles de l'agriculture, les opportunités d'améliorer la nutrition via le système alimentaire n'ont pas encore été exploitées à la hauteur requise.	
	Court terme	Renforcer les capacités du secteur sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment par la sensibilisation sur les besoins nutritionnels, la valeur nutritionnelle des aliments. Développer des messages sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au profit des agents d'agriculture, en de leur vulgarisation/sensibilisation des producteurs.
		Institutionnaliser le suivi des prix de denrées alimentaires sur les marchés, y compris les produits agroalimentaires enrichis ou non, et en assurer l'accès continu des ménages même lors de hausse saisonnières des prix alimentaires ou dans le cas d'autres types de chocs.
		Instaurer des cadres de concertation avec les secteurs de l'Infrastructure, du Commerce et de l'Énergie afin d'identifier les mesures d'accompagnement à même de faciliter la commercialisation des denrées périssables, par exemple les routes et les infrastructures de transport rural : a. En particulier, développer des infrastructures pour la production, la commercialisation, et la consommation d'aliments nutritifs périssables (dans les zones semi-arides du Nord et du Est du pays).
Moyen terme	Initier des actions qui permettent aux ménages d'accéder aux aliments nutritifs à travers la production et la consommation. a. Dans les zones à faible disponibilité alimentaire, identifier les zones où le maraichage est possible et développer des systèmes de gestion de l'eau pour les jardins maraichers ; b. Dans les zones à faible disponibilité alimentaire, où le maraichage n'est pas possible, faire la promotion de la production et de la consommation des feuilles vertes riches en micronutriments telles que le moringa, le baobab et des PFNL tels que le pain de singe, le néré, le jujube, et le karité, les lianes (wèda) ; c. Renforcer la promotion de l'élevage (gros, petits bétails et volailles) pour la consommation de ces produits par les ménages et la commercialisation des excédents ; d. Accroître la disponibilité des semences améliorées et des intrants de qualité, nécessaires pour les produits non céréaliers ; e. Mettre à échelle l'utilisation des semences améliorées issues de la Recherche pour la biofortification des aliments de base ; f. Comme mesure d'accompagnement, faire le plaidoyer pour assurer les ressources et les investissements nécessaires à la réalisation de ces activités à échelle.	
Secteur Prive	Le réseau du secteur privé SUN à identifie les opportunités ci-dessous pour contribuer a améliorer l'accès aux aliments nutritifs.	
	Court terme	Finaliser les travaux en cours de détaxation de pré-mix afin de favoriser la commercialisation et la consommation des productions locales fortifiées comme les farines infantiles ou les farines fortifiées.
		Susciter par le marketing la demande de farines locales ou industrielles fortifiées et accompagner leurs approvisionnements sur les marchés ruraux.
		Encourager la participation des femmes aux chaînes de valeur du secteur privé, des points de collecte aux points de vente.
Moyen terme	Impliquer les partenaires du secteur privé dans le développement des chaînes de valeur rurales et développer les infrastructures pour encourager l'investissement dans la transformation dans les zones rurales. Développer les campagnes sur le changement de comportement nutritionnel en conjonction avec le secteur privé, en particulier en lien avec le marketing de produits nutritifs et la création de la demande. Développer des solutions de stockage innovantes pour réduire les pertes post-récolte des aliments frais non céréaliers. Développer des solutions de traitement qui réduisent la contamination des cultures et réduisent les pertes.	

Santé et Nutrition	Le secteur de la Santé a assuré les étapes importantes pour la mise en place du secteur Nutrition, incluant la création de la Direction de la Nutrition en 2002, de la CNCN en 2008, et la première politique de la nutrition en 2007. Dans la dernière décennie, le secteur de la Santé est arrivé à développer plusieurs politiques sensibles/spécifiques à la nutrition, améliorer le financement pour la nutrition, augmenter le recrutement d'agents communautaires et de nutritionnistes qualifiés.	
	Court terme	Orienter le plaidoyer auprès des bailleurs vers des investissements pour adresser les causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition à travers une contribution alignée des secteurs, dans un objectif de prévention de la malnutrition à long-terme.
		Renforcer et coordonner la sensibilité des secteurs à la nutrition, conseiller sur le cadre de suivi incluant des indicateurs de suivi de qualité de l'alimentation de l'enfant et de la femme.
Moyen terme	Augmenter la couverture des approches des 1000 Jours assurant une couverture élevée des services spécifiques pour les femmes enceintes et allaitantes, des enfants de 6 à 23 mois.	
	Accroître la couverture des approches visant à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition pour une offre de services élargie pour les adolescentes, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de 6 à 23 mois : a. Renforcer les connaissances des secteurs du Gouvernement et des administrations locales sur les besoins nutritionnels élevés de la fille adolescente pour leur prise en compte dans les politiques et les programmes et sur les bonnes pratiques de diversification alimentaire à travers les aliments localement disponibles ; b. Augmenter la couverture de l'éducation nutritionnelle à travers de multiples plateformes (santé, agriculture et soutien aux moyens d'existence, approches communautaires et écoles) ; c. Renforcer la sensibilisation sur les besoins nutritionnels spécifiques, des groupes vulnérables (enfants, femmes et adolescentes) ; d. Faire le marketing des aliments à valeur nutritive attractive vers pour un changement de comportement favorable à la santé nutrition ; e. Adapter les programmes éducatifs de promotion de l'alimentation nutritive selon que le contexte soit urbain ou rural.	
Protection Sociale et Genre	Le contexte de l'insécurité, de déplacement et les défis associés à la pauvreté nécessitent des programmes de protection sociale. Le niveau de revenus faible contraint la diversité alimentaire d'un ménage. Le rôle de la femme dans la production et les pratiques alimentaires est primordial. Assurer le rôle économique, sociale, et éducative de la femme apporte des bénéfices en nutrition.	
	Court terme	Pour les populations déplacées et dans les environnements fragiles, prioriser les modalités mixtes en intégrant les transferts pour les ménages avec des interventions ciblées pour les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de 2 ans et les filles adolescentes en prévention de la malnutrition chronique.
	Moyen terme	Mettre à échelle des approches sur le long-terme de protection et renforcement de la résilience des ménages ayant des critères de vulnérabilité chronique pour réduire leur insécurité alimentaire et nutritionnelle. a. Améliorer la programmation de création d'actifs productifs afin d'améliorer l'accès aux aliments nutritifs, en particulier d'aliments frais et d'origine animale.
		Employer des transferts sociaux sensibles à la nutrition et adaptés à l'environnement alimentaire pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs.
Intégrer des objectifs d'éducation, leadership et autonomisation économique de la femme dans les programmes et politiques sectorielles.		
Éducation	L'Initiative Présidentielle pour les cantines scolaires, "Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour", constitue un modèle d'intégration entre les producteurs et les consommateurs qui peut aider à construire une économie résiliente et à fournir des sources d'aliments nutritifs aux marchés, aux écoles, aux communautés et aux ménages.	
	Court terme	Définir un objectif nutritionnel du programme national de cantines scolaires visant à couvrir 30 à 50% des besoins des enfants d'âge scolaire.
	Moyen terme	Soutenir la diversification des repas scolaires visant à contribuer aux besoins des enfants et à promouvoir de bonnes pratiques alimentaires. Mettre à échelle les initiatives de diversification des repas pour mieux contribuer à la couverture nutritionnelle de l'enfant d'âge scolaire pour atteindre les cibles identifiées par le secteur. Intégrer l'éducation nutritionnelle à l'école. Développer les chaînes d'approvisionnement d'aliments nutritifs frais pour assurer la disponibilité suffisante et continue pendant l'année scolaire à travers les jardins scolaires ou les marchés (transferts monétaires).
		Renforcer l'attention sur les filles adolescentes et le rôle des cantines scolaires dans la prévention de leurs vulnérabilités.
Mesure d'accompagnement	Finaliser la réforme institutionnelle sur la coordination de la nutrition qui est en cours, et qui devrait offrir des opportunités supplémentaires pour renforcer la coordination multisectorielle. En particulier, consolider les actions des structures existantes pour améliorer la nutrition via le système alimentaire.	

ACRONYMES

ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CCCS	Communication pour le Changement de Comportement Social	ONGs	Organisations non-gouvernementales
CNCN	Conseil National Concertation Nutrition	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CotD	<i>Cost of the Diet</i>	PDI	Personnes Déplacées Internes
DN	Direction de la Nutrition	PFNL	Produits Forestiers Non-Linieux
EFSA	Évaluation de la situation alimentaire des ménages en situation d'urgence	SAP	Système d'Alerte Précoce
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i>	SC(+)	<i>Super Cereal (plus)</i>
FIDA	Fonds d'investissement pour le Développement Agricole	SIM	Système d'information des marchés
FNG	<i>Fill the Nutrient Gap</i>	SONAGESS	Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire
GFD/GFA	<i>General Food Distribution/Assistance</i>	SUN	<i>Scalling Up Nutrition</i>
IFA	Supplément de fer et d'acide folique	UNFPA	<i>United Nations Population Fund</i>
MMT	Tablette de multi-micronutriments	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

CONTRIBUTEURS

Cette analyse a été rendue possible grâce au leadership de la Direction de la Nutrition. Des analyses et des conclusions ont été possibles grâce au grand soutien de nombreux experts techniques et partenaires gouvernementaux, et nous remercions le Secrétariat Technique de l'Amélioration de l'Alimentation et de la Nutrition des Mères et des Enfants (STAN) et les agences partenaires des Nations Unies : FAO, UNICEF, UNFPA et OMS. Nous remercions tout particulièrement Olga Ninon, Kouhin-nea Doré, Leandre Lankoande, Faroukou Garba, Telesphore Ouedraogo, Bernadette Tapsoba, Jonas Soubeïga et tout l'équipe du bureau de pays du Burkina Faso; Saidou Magagi et Natalie West du Bureau Regional Dakar, et Ludovic Contamide et tous les collègues du FIDA, du projet Neer-Tamba et du projet PAPFA; l'équipe Fill the Nutrient Gap de la Division de la nutrition du siège du PAM, avec des remerciements particuliers à Pierre Momcilovic, Nora Hobbs, Saskia de Pee, et Zuzanna Turowska. Nous remercions également BMZ pour le financement de l'analyse FNG au Burkina Faso.

Nutrition Division (OSN)

World Food Programme

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italy

T +39 06 65131 wfp.org

Photos:

Cover : WFP / Rein Skullerund

Page 1 : WFP / Simon Pierre Diouf

Page 2 : WFP/ Rein Skullerund

Page 5 : WFP/ Marwa Awad

Page 7 : WFP / Simon Pierre Diouf

Page 23 : WFP/ Marwa Awad

The Fill the Nutrient Gap Assessment was funded by:

